

LA SEMAINE ANGLAISE

à l'Etranger & en France

Son Application
dans le Département du Finistère

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et Soutenue le 18 Décembre 1914

PAR

Charles PLÉVEN

AVOCAT

Président : M. TURGEON

Suffragants

MM. ~~Bodin~~ ^{Telle} Professeur

de LAMORANDIÈRE, Agrégé

Pirou chargé de cours.

DINAN

Imprimerie V. PEIGNÉ

1914

Diss.
Rennes
1914.

UNIVERSITÉ DE RENNES — FACULTÉ DE DROIT

LA SEMAINE ANGLAISE

à l'Etranger & en France

Son Application
dans le Département du Finistère

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et Soutenue le 18 Décembre 1914

PAR

Charles PLÉVEN

AVOCAT

Président : M. TURGEON

Suffragants

MM *Leclerc*, Professeur

de LAMORANDIÈRE, Agrégé

Piron, chargé de cours.

DINAN

Imprimerie V. PEIGNÉ

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA SEMAINE ANGLAISE

à l'Étranger & en France

*Son application dans le Département
du Finistère*

PREMIERE PARTIE

Le Repos du Samedi en Angleterre

INTRODUCTION

Les revendications du prolétariat portent sur deux points qui sont, en quelque sorte, comme les deux faces de la question du salariat : d'une part, le salaire touché, d'autre part, le travail fourni. Et c'est avec la même énergie que la classe laborieuse s'emploie à faire triompher sa cause sur ces deux points qui tendent au même but. L'amélioration de la vie matérielle et morale des travailleurs ne dépend-elle pas, en effet, tout autant d'une diminution de peine, d'une diminution des heures du travail, que d'une augmentation des salaires, d'une augmentation du revenu ?

Evidemment, et c'est si peu douteux, qu'à l'heure actuelle, la réduction de la journée de travail est certainement la réforme à laquelle les ouvriers attachent le plus d'importance et qu'ils considèrent comme la plus urgente.

Le monde du travail, non seulement en France mais chez toutes les nations civilisées, s'est ému des abus dont il était l'objet d'une façon générale dans les ateliers et les usines, et tout spécialement dans certaines industries et il a eu tôt fait de trouver le champion de ses doléances dans le socialisme international. C'était, aux yeux de celui-ci, le moyen d'émanciper l'ouvrier et de l'arracher en partie au joug et à l'exploitation du patronat. Il n'a pas voulu faillir à sa tâche et, en chacun de ses Congrès, il a réclamé et réclame encore, la limitation du travail pour les ouvriers de tout sexe et de tout âge.

Les Congrès de Paris en 1889 et de Zurich en 1893, en particulier, où plus de cinq millions de travailleurs des deux mondes étaient représentés par près de quatre cents délégués, furent d'imposantes et solennelles affirmations de solidarité ouvrière internationale.

Et l'on doit reconnaître qu'ils n'ont pas été sans impressionner grandement les pouvoirs publics des différents états, car à la suite du mouvement créé par le socialisme international au lendemain de ces manifestations, un certain nombre de mesures législatives furent prises un peu partout, en vue de limiter la durée de la journée de travail.

Il faut remarquer toutefois, qu'en Angleterre, antérieurement même au mouvement dont nous parlons, et pour des raisons toutes particulières, d'importantes réformes avaient été poursuivies, dans le but d'améliorer le sort des classes laborieuses.

C'est ce pays qui, incontestablement, a entraîné les autres à sa suite, c'est lui qui le premier, sous une forme originale a donné satisfaction aux réclamations des ouvriers, en organisant un régime spécial du travail. Examinons donc dans quelles conditions le fait s'est produit, les résultats qu'il a donnés chez nos voisins et son fonctionnement.

Chapitre Premier.

§ I. — La Révolution industrielle en Angleterre.
Le machinisme. — Ses abus.

§ II. — Un remède s'impose : la diminution de la
durée du travail
Un précurseur, Robert Owen

I. — La Révolution Industrielle en Angleterre Le machinisme - Ses abus

Après être restée longtemps une nation essentiellement attachée à l'agriculture, l'Angleterre vit petit à petit naître et se développer, aux environs du XVIII^e siècle, l'industrie à domicile. Cette industrie ne différait point tout d'abord, sensiblement du travail domestique, puisque comme lui, elle s'accomplissait à la maison, avec de modestes outils, n'absorbant en chaque logis, que peu d'artisans.

Mais, dès 1776, s'opérait une transformation qui fut tout particulièrement rapide. La grande industrie mécanique apparut prenant, en peu de temps, un essor qu'on ne pouvait soupçonner. Partout surgissaient des manufactures et des usines et James Watt créant à Glasgow la machine à vapeur les dotait, d'un seul coup, d'engins d'une puissance considérable.

Dès le premier jour, c'est une véritable révolution dans les ateliers. Bien supérieure à la puissance hydraulique jusque-là seule utilisée, la nouvelle force motrice fait faire, dans les fabriques de coton notamment, un pas de géant vers le progrès.

Et si l'on songe que, vers la même époque, James Hargreaves, Richard Arkwright et Samuel Crompton créent ou perfectionnent des instruments et des machines pour la filature mécanique dont l'efficacité est multipliée par la découverte de la vapeur, il est facile de se rendre compte des modifications importantes, des bouleversements, pourrait-on dire, que ces inventions produisent dans le régime industriel.

Et ce n'est pas seulement dans le domaine scientifique que s'opèrent des transformations. Les instruments merveilleux dont sont dotées les manufactures ont leur répercussion dans le pays, au point de vue social. Avec les machines nouvelles, la production augmente dans de notables proportions. Cet élan, dont on ne prévoit pas la fin, fait avidement rechercher la main d'œuvre. Les travailleurs affluent vers les usines. Ce ne sont pas les hommes seuls qui accourent, ce sont encore les femmes et les enfants. En effet, attirée par l'appât du gain, la famille tout entière, se rue vers les ateliers et les fabriques. La femme ne s'occupe plus des soins à donner au ménage. Elle se laisse fasciner par les ressources que peut lui procurer le travail industriel et elle n'hésite pas, pour voir grossir la paye de la semaine, à arracher ses enfants à l'école.

En 1835, Andrew Ure compte dans les manufactures anglaises de coton, laine, lin et soie 4.800 garçons et 5.308 filles au-dessous de 11 ans, 67.000 garçons et 89.000 filles entre 11 et 18 ans, 88.000 hommes et 102.000 femmes de plus de 18 ans, — au total, 151.000 garçons jeunes gens et hommes, contre 193.000 petites filles, jeunes filles et femmes. (1)

(1) Andrew Ure — *Philosophy of manufactures.*

Un changement fondamental survient donc dans la société. Les champs sont abandonnés et de toutes les campagnes, afflue dans les villes une véritable armée de travailleurs. De gros centres industriels se créent, dans la plupart des comtés, y agglomérant une population ouvrière considérable. Les manufactures font de grands bénéfices, mais les progrès incessants de l'outillage, les prix élevés des machines les obligent à tenter de les rendre plus grands encore. Il faut que les métiers soient utilisés pendant la durée la plus longue possible. Aussi tout ce qui pouvait entraver et gêner les efforts des patrons sur ce terrain est-il considéré par eux comme contraire à leurs intérêts d'abord et aux intérêts mêmes de la nation. Et ils en demandent, avec insistance, la disparition. C'est ainsi que, sous leurs coups, répétés, les règlements du Statut d'Elisabeth sur l'apprentissage, la durée du travail, la fixation des salaires par les juges de paix tombent en désuétude et sont même abrogés. (1)

Dès lors, plus rien n'arrête les patrons. L'Etat renonce à toute ingérence dans l'organisation de la production et ne veut pas s'occuper des rapports entre les ouvriers et leurs employeurs. Cette conception du législateur anglais est nettement exprimée dans le rapport d'une commission d'enquête de la Chambre des Communes que citent M. et Mme Webb. On y lit, en effet : « Aucune intervention de la législature dans la « liberté de l'industrie ou dans la liberté entière qu'a chaque individu de disposer de son temps « et de son travail de la manière et dans les « conditions qu'il juge les plus avantageuses à « son propre intérêt, ne peut se faire sans violer des principes généraux de la première importance pour la prospérité et le bonheur de la « communauté. » (2)

Sous ce régime, la durée de la journée de

(1) Mantoux — La Révolution industrielle.

(2) M. et Mme Sydney Webb. — Histoire du Trade-Unionisme. (Trad. française).

travail se trouva considérablement augmentée. Le labeur des ouvriers fut exagérément prolongé. On vit ceux-ci travailler douze, quatorze, seize et quelquefois dix-huit heures. Et si en France, comme le rapporte Blanqui, dans les manufactures de coton, des enfants de cinq ans travaillant seize heures, tombaient parfois épuisés sur les métiers, en Angleterre les mêmes abus furent commis et peut-être même dépassés 1).

II. - Un remède s'impose

La diminution de la durée du travail

Un précurseur, Robert Owen.

Un tel état de choses ne pouvait pas durer ; les abus étaient par trop criants. De nombreux rapports de médecins et de minutieuses enquêtes ordonnées par la Chambre des Communes excitèrent l'indignation de l'opinion publique et nécessitèrent une limitation de la durée du travail dans les manufactures. Le surmenage imposé aux travailleurs ne risquait-il pas, en effet, de porter atteinte à leur vigueur personnelle et par là même ne menaçait-il pas l'industrie ? On se rendit à l'évidence et bientôt quelques mesures furent prises tout d'abord en faveur des femmes et des enfants. Des manufacturiers, poussés sans doute par un sentiment généreux, à moins que ce ne fût par pure clairvoyance, s'émurent des conditions lamentables imposées à leur personnel. Les salaires

(1) Blanqui. — Rapport à l'Académie des Sciences morales et politiques sur l'état des classes ouvrières en 1848.

misérables qui étaient payés et qui font dire à J.-B. Say voyageant dans ce pays, « qu'un ouvrier, selon la famille qu'il a, et malgré des efforts souvent dignes de la plus haute estime, ne peut gagner en Angleterre que les trois quarts et quelquefois seulement la moitié de sa dépense... » (1), la prolongation presque indéfinie de la journée de travail et les maladies qui en étaient la conséquence les amenèrent à tenter l'expérience de la réduction des heures de travail.

A leur tête, et le premier se plaça Robert Owen, directeur et propriétaire d'une grande filature d'Ecosse à New-Lanark. Il réduisit, dans son atelier, la journée de travail pour les adultes de 17 heures à 10 heures, et refusa d'employer des enfants avant l'âge de dix ans. Comme conférencier et journaliste, il mena une active campagne en faveur de la limitation du travail pour les enfants et la loi de 1819 qui la consacra fut, en grande partie, son œuvre. A ceux qui considéraient comme scandaleuses, les innovations qu'il avait apportées dans son usine, il répondait : « L'expérience vous a certainement appris la différence qui existe entre un outillage mécanique propre, reluisant, toujours en bon état, et celui qui est sale, en désordre, entraînant des frottements inutiles, et peu à peu devenant hors d'usage ? Si donc le soin que vous accordez à des moteurs inanimés peut donner des résultats si avantageux, que ne pourrait-on pas attendre des mêmes soins à donner à ces moteurs animés, à ces instruments vivants dont la structure est bien plus admirable ?... N'est-il pas naturel de conclure que ces mécanismes bien plus complexes et délicats seraient également améliorés en force et en efficacité et que leur emploi serait bien plus économique, si on les maintenait en état de propreté, si on les traitait avec douceur, si on évitait dans leur activité mentale les frottements irritants, si on leur fournissait une quantité d'aliments et de

(1) J.-B. Say. — De l'Angleterre et des Anglais.

moyens d'existence suffisants pour entretenir
leurs corps en bonne condition de production,
« pour éviter qu'ils ne soient détériorés ou ne
« soient mis prématurément au rebut ? »



Chapitre Deuxième

§ I. — L'œuvre d'Owen continuée et précisée
par les Trade-Unions. — Leurs desiderata. — Le
repos du samedi après-midi.

§ II. — L'œuvre du législateur.
La Semaine anglaise telle qu'elle est pratiquée
actuellement.



I — L'œuvre d'Owen continuée et précisée par les Trade-Unions

Leurs desiderata

Le Repos du samedi après-midi

A la commission d'enquête sur les manufactures, John Rae rapporte qu'un ancien ouvrier d'Owen nommé Alexander déclara qu'à la suite de la réduction des heures de travail établie par son patron, la production ne diminuera pour ainsi dire pas. Les ouvriers étaient si heureux de la mesure prise en leur faveur que leur ardeur s'en trouva comme accrue et que chacun fournit, pendant le travail, un effort plus considérable. Cette déclaration fut soigneusement enregistrée par les associations ouvrières qui s'étaient rapidement formées, dans toute l'An-

gleterre, lors de l'introduction du système des fabriques. La grande masse des travailleurs, en effet, s'apercevant que le régime des manufactures venait de créer une classe très forte et très puissante, celle des capitalistes, avec laquelle chaque ouvrier isolé était dans l'incapacité absolue de discuter et des conditions du travail, et de sa rémunération eut recours à l'association. Elle comprit que l'union étroite de tous les employés ferait leur force et leur permettrait seule d'obtenir des employeurs une amélioration de leur sort. Ces associations prirent un large essor sous le nom de « Trade-Unions ». Poussé par l'opinion publique dont l'état d'esprit général avait été modifié par les discours et les pamphlets d'Owen, sur la demande surtout des Trade-Unions dirigées par des hommes énergiques et intelligents, le législateur se décida à intervenir en faveur de la population ouvrière. Il le fit bien timidement d'abord, ne sachant trop comment entrer dans la voie des réformes sociales. Or, ce furent précisément les Trade-Unions qui lui indiquèrent le chemin à suivre. Se souvenant des déclarations de l'ancien ouvrier d'Owen et, en faisant état pour réfuter le principal argument qu'on pouvait opposer à leur demande, — celui de la baisse de la production. — ils réclamèrent la diminution de la durée exagérément longue de la journée de travail. Une première satisfaction leur fut accordée. La Chambre des Communes accepta de nommer une Commission ou « Select Committee » chargée d'une enquête qui devait porter sur la condition des enfants et des femmes employés dans les manufactures. Cette enquête révéla tous les abus dont se plaignaient les ouvriers et elle fut le point de départ d'une législation rudimentaire sans doute mais qui devait faire de rapides progrès et qui forme aujourd'hui un code complet de protection sociale. (1)

La grosse difficulté à laquelle on se heurta,

(1) M. et M^{me} Sydney Webb. — Histoire des Trade-Unionismes.

fut de savoir dans quelle proportion et de quelle façon surtout serait diminuée la journée de travail. Fixerait-on un maximum d'heures par jour ou bien un maximum d'heures par semaine ?

A une demande des commissaires enquêteurs tendant à savoir au cas où une réglementation législative serait apportée s'il serait préférable de fixer un nombre d'heures de travail hebdomadaire plutôt que journalier, M^r John Swainson, propriétaire d'une manufacture de coton à Preston (comté de Lancastre) répondit : « Il serait préférable pour la collectivité en général, d'adopter une réglementation hebdomadaire. Il est désirable que les pauvres gens aient le temps nécessaire pour aller au marché le samedi, et ne soient pas obligés d'acheter leur nourriture aux revendeurs ; et qu'ils aient toujours la faculté de nettoyer leur logis le samedi après-midi, sans empiéter sur le dimanche. » (1)

Cette réglementation hebdomadaire, avec une journée plus courte le samedi convenait à merveille aux Trade-Unions et cela pour plusieurs raisons, qu'il nous paraît utile d'indiquer ici. La première, c'est que ce régime nouveau faisait renaître une tradition ancienne qui, depuis longtemps certes était méconnue, mais qui autrefois avait été vivace dans nombre de manufactures dont elle était la règle. Les vieux tricoteurs des environs de Nottingham notamment, se souvenaient fort bien qu'au début de leur carrière, ils ne travaillaient que cinq jours par semaine, consacrant le samedi à porter leur ouvrage à la ville, à jardiner ou à toute autre occupation domestique. Nous en trouvons la preuve dans un rapport établi par la « Factories Commission » quelques années plus tard et où le fait que nous signalons est cité aux commissaires par un vieillard, ancien tricoteur au métier à

(1) Select Committee. Report séance du 6 Juin 1816.

Nottingham (1). La seconde raison qu'invoquaient en faveur du repos du samedi les Trade-Unions était la nécessité où l'on se trouvait de prendre quelques heures tout au moins sur le dernier jour de la semaine, si l'on voulait que le repos du dimanche fût réellement effectif. Or on sait que nos voisins, de très bonne heure, non seulement ont posé le principe du repos du dimanche mais l'ont réellement pratiqué. La défense de travailler le dimanche est une prohibition rigide, d'origine religieuse. Ce jour-là, autrefois comme aujourd'hui encore, la vie semblait être suspendue. Tout acte de commerce était rigoureusement interdit. Il importait donc de donner aux ouvriers quelques loisirs le samedi, afin qu'ils pussent faire leurs achats et conserver le dimanche entier pour les pratiques religieuses et la vie de famille.

II. L'œuvre du législateur

La Semaine anglaise

telle qu'elle est pratiquée actuellement

L'enquête à laquelle nous avons fait allusion tout à l'heure et qui porta sur l'état des enfants dans les manufactures (Select Committee-State of Children employed in manufactories), ne donna aucun résultat immédiat.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, c'est en 1819 seulement qu'une loi due à la campagne faite par Robert Owen, intervint, fixant à neuf ans l'âge d'admission des enfants dans les manufactures et défendant, dans les usines de coton, de faire travailler plus de douze heures par

(1) Martinot. — *Le Repos du Samedi dans l'industrie*. Paris 1911.

jour les personnes de moins de seize ans. En 1825, un amendement proposé par sir John Cam Hobhouse fut adopté. Il modifiait ainsi la loi de 1819 : aucune personne de moins de seize ans ne devait travailler plus de douze heures par jour, non compris une heure et demie pour les repas. *Le samedi, on ne permettait à ces mêmes personnes que neuf heures de travail et la journée devait finir au plus tard à quatre heures trente après-midi.*

C'est le premier texte qui officiellement ait réduit la durée de la journée de travail le samedi et la rend beaucoup plus courte que celle des autres jours de la semaine. Cette mesure ne s'étendait toutefois qu'aux personnes âgées de moins de seize ans. Les adultes n'en bénéficiaient pas. D'ailleurs il faut remarquer que même les lois les plus récentes, y compris celles qui régissent les fabriques textiles pour lesquelles le législateur anglais s'est montré d'une sévérité toute particulière, ne règlementent que le travail des femmes, des enfants et des jeunes ouvriers, mais laissant complètement en dehors les hommes adultes. Cependant on doit reconnaître qu'en fait, tout le personnel des usines jouit du même régime. Et, dès 1825, il en était ainsi. Devant le « Select Committee on artisans and machinery », un cardeur de coton déclarait : « Les heures de travail vont de cinq heures et demie du matin à sept heures du soir, avec une heure pour déjeuner ; *toutefois le samedi, le travail cesse à quatre heures...* » Cet usage ayant peu à peu gagné la plupart des manufactures, le Parlement finit par le considérer comme normal et toujours dans la discussion, quand il s'agit de la limitation de la durée du travail, on n'envisagea qu'une période hebdomadaire composée de cinq journées et d'une fraction de journée. (1)

En 1847, un Act du 7 août s'appliquant au textile, fixa la journée de travail à dix heures

(1) Martinot. — Le Repos du Samedi après-midi dans l'Industrie. Paris 1911.

par jour et à huit heures exceptionnellement le samedi pour les femmes et les adolescents. Cet acte n'eut qu'une portée toute relative, car par l'organisation de relais, les patrons arrivèrent vite à en neutraliser l'effet.

En 1850, Lord Kaftesbury présente un Dill nouveau que le Gouvernement amende et qui spécifiait que le samedi le travail cesserait à deux heures après-midi. Les diverses lois ne visaient que l'industrie du textile. Mais l'opinion publique et des hommes politiques nombreux eurent tôt fait de s'apercevoir que ce qui pouvait être édicté, concernant l'industrie du textile, le pouvait être également pour d'autres industries. Les rapports des inspecteurs du travail qu'avait organisés la loi de 1847, tendaient d'ailleurs à montrer qu'en nombre de manufactures où la journée de travail avait été abaissée de douze à onze heures, la production s'était maintenue la même. Dès lors, les « Factory Acts » ou lois des fabriques furent étendus à de nombreuses manufactures : celles de poterie, d'allumettes chimiques, de cartouches, de bonneterie, de papiers peints notamment. Cette extension fut encore considérablement augmentée par un Factory Act de 1867 qui plaça sous le régime des manufactures quantité d'industries nouvelles : hauts fourneaux, travail du cuivre, forges et fonderies, usines métallurgiques, fabriques de papeterie, de verre, manufacture de tabacs, etc. Mais, suivant les circonstances, suivant les habitudes propres à chaque industrie, les Factory Acts avaient subi diverses modifications et force fut de reconnaître, au bout de quelques années, qu'on s'était un peu éloigné des principes. Une Commission Royale instituée en 1875, pour chercher quels remèdes pourraient être apportés à cet état de choses, déposa son rapport en 1876. Il concluait à la nécessité de maintenir les principales dispositions des Factory Acts et contenait de nombreuses dépositions de manufacturiers indiquant que dans leurs usines le travail du samedi était notablement abrégé, à la grande satisfaction des ouvriers et sans que les patrons eussent à s'en plaindre. Il résultait

de là que la coutume de chômer l'après-midi du samedi était assez répandue dans l'industrie et, qu'où elle n'existait pas, les ouvriers la réclamaient. Assez peu de patrons s'y montraient nettement hostiles ou désiraient rester libres de s'y conformer ou de la restreindre. (1) Le Parlement ne pouvait donc que se montrer favorable à la demi-journée de congé du samedi et c'est, dans cet esprit, qu'il vota le *Factory and Workshop Act* du 27 mai 1878. Cette loi refondait en une seule toutes les lois antérieures. Le texte spécifiait que dans les usines du textile « la journée du samedi est abrégée ; elle commence à la même heure que les autres jours, mais elle ne dure pas plus de six heures ou six heures et demie, suivant qu'il s'agit d'un travail de manufacture ou d'un autre travail. »

Pour les fabriques non textiles, la journée pouvait aller de six ou sept heures du matin à six ou sept heures du soir, mais le samedi elle devait finir au plus tard à deux heures. Dans les ateliers de femmes, le travail devait durer au plus douze heures les cinq premiers jours de la semaine et le samedi huit heures, pour terminer la journée à quatre heures du soir.

La loi fut rigoureusement observée et même, en de nombreuses industries, la journée fut très sensiblement abrégée le samedi. L'inspecteur du district de Walsall dit, dans un rapport, qu'en plusieurs maisons tout travail cesse à midi. Mais l'Angleterre ne s'en tint pas là. Elle voulut donner à l'industrie un véritable code réglementant de façon générale, les conditions du travail et ajoutant aux mesures prises précédemment par les Acts antérieurs quelques mesures nouvelles. C'est dans ce but que fut élaboré l'Act du 17 août 1901 qui modifie et amende les lois sur les fabriques et ateliers. Cet Act permet au Secrétaire d'État de faire des règlements pour

(1) Martinat. — Le Repos du Samedi après-midi dans l'industrie.

Rapports des diverses séances de la Commission de 1875.

son application, après toutefois avoir pris l'avis des intéressés et du Parlement. De cet Act, nous retiendrons seulement la 2^e partie qui a trait aux conditions du travail et règle la question du repos du samedi. On y lit les dispositions suivantes :

Dans les fabriques textiles :

« La journée de travail pour les femmes et les jeunes ouvriers commencera, le samedi, à six ou à sept heures du matin. Lorsque la journée de travail commencera le samedi à six heures du matin, elle finira :

« a) S'il est accordé au moins une heure pour les repas, à midi pour les personnes employées au travail de fabrication, et à midi et demi pour celles qui sont employées à une autre occupation ; et

« b) s'il est accordé moins d'une heure pour les repas, à onze heures et demie du matin, pour les personnes employées au travail de fabrication, et à midi pour celles qui sont employées à une autre occupation. Lorsque la journée de travail commence le samedi à sept heures du matin, cette journée finira à midi et demi pour les personnes employées au travail de fabrication et à une heure de l'après-midi pour celles qui sont employées à une autre occupation. »

Quant aux enfants, le samedi, leur journée commence et finit aux mêmes heures que celle des adolescents.

Dans les fabriques non textiles et dans les ateliers :

« La journée commencera à six heures du matin et finira à deux heures de l'après-midi, ou commencera à sept heures du matin et finira à trois heures de l'après-midi ou commencera à huit heures du matin et finira à quatre heures de l'après-midi. »

Travail à domicile :

La sixième partie de l'Act de 1901 est consa-

crée au travail à domicile.

Article 111: « L'application de la présente loi aux fabriques et aux ateliers domestiques a lieu sous les conditions ci-dessous :

1) Les règles relatives aux heures de travail des femmes, adolescents et enfants ne leur sont pas applicables et sont remplacées par les suivantes :

a) Les adolescents ou enfants ne peuvent y travailler que pendant le temps ci-après fixé :

b) La journée de travail des adolescents, excepté le samedi, commence à six heures du matin pour finir à neuf heures du soir, et le samedi, elle commence à six heures du matin pour finir à quatre heures après-midi.....

d) La journée de travail des enfants ou commence à six heures du matin pour finir à une heure après-midi, ou commence à une heure après-midi pour finir à huit heures du soir, et le samedi à quatre heures après-midi. »

Enfin la loi de 1911 qui, voulant assurer à l'enfant employé dans les fabriques ou les ateliers, une instruction primaire suffisante lui imposait, en dehors des heures de travail, la fréquentation d'une école, tous les jours de la semaine, fait cependant une exception en faveur du samedi. Elle décide, en effet, « que l'enfant « n'est pas obligé par la présente loi de suivre « l'école le samedi ni les jours de demi-congé « ou de congé fixés par la loi pour la fabrique « ou l'atelier où il travaille. » (1)

C'est un nombre de plusieurs millions de travailleurs qui bénéficie ainsi des avantages du repos d'une partie de la journée du samedi concédé par la loi. Et ce ne sont pas seulement les femmes, les adolescents et les enfants. En fait, ainsi que nous l'avons déjà dit, de nombreux ouvriers hommes sont sous l'empire du même régime. Dans les usines textiles notamment, les adultes employés le samedi à des travaux de nettoyage ont vite terminé leur

(1) Annuaire de la Législation du travail. 3^e année 1901.

besogne et leur sortie de la fabrique ne tarde guère après celle des femmes et des enfants. Dans le bâtiment et les nombreuses industries qui s'y rattachent, la journée de travail finit le samedi à midi ou à une heure au plus tard. Dans les mines, l'habitude était depuis longtemps prise de faire du samedi un jour complet de chômage et cette habitude n'a jamais été modifiée. Un rapport fait en 1907 par M. Delmer, ingénieur des mines, constate que le samedi, soit de chaque semaine, soit de chaque quinzaine, est habituellement un jour de chômage complet et qu'il y a très peu de chance d'en faire jamais un jour de travail (1). On paraît du reste disposé, chez nos voisins, à interdire de plus en plus le travail d'une partie de la journée du samedi. Nous n'en voulons pour preuve que des Acts tout récents votés par le Parlement et ayant pour but d'accorder le congé de la demi-journée du samedi à diverses catégories de travailleurs qui jusque là n'en jouissaient pas, tout au moins officiellement. C'est ainsi que le « Shops Act 1912 » (2 Georges V, c. 3) refondant les dispositions de plusieurs lois précédentes qu'on appelait « The Shops Regulation Acts 1892 to 1911 » gratifie les employés de magasin de l'après-midi du samedi. Et l'année suivante, les dispositions de cette loi étaient étendues, avec quelques modifications, aux employés d'hôtel et de restaurant par un Act complémentaire portant le nom de « The Shops Act 1913 » (2 et 3 Georges V c. 24). Et le « Shops Act 1912 », tout comme la loi du 17 août 1901, donne pouvoir au Secrétaire d'Etat de faire des règlements pour son application. Jusqu'à ce jour, deux déjà ont été faits. Le premier est en date du 1^{er} avril 1912 et porte le n° 316 des « Statutory Rules and Orders 1912 ». Le second est en date du 8 Mars 1913 et porte le n° 250 des « Statutory Rules and Orders 1913 ». L'un et l'autre sont intitulés « Shops Regulation » (2).

(1) Martinat. *Le Repos du Samedi après-midi dans l'Industrie*. Paris 1911.

(2) Documents parlementaires et administratifs. Wyman et Sons Ltd. Londres.

Comme il est facile de s'en rendre compte par l'exposé ci-dessus, c'est à la majorité des travailleurs anglais qu'est appliquée la demi-journée de repos du samedi.

Et que fait de ce congé la masse des ouvriers et des ouvrières, des adolescents et des enfants ? Un inspecteur du travail, pour le district de Swansea, s'exprime ainsi à ce sujet : « Un signe caractéristique du temps présent, fait pour frapper, mais non pour déplaire, est la façon assurément beaucoup plus large dont les travailleurs se livrent aujourd'hui aux voyages et se donnent de salutaires distractions. Durant les mois d'été, ce sont les excursions par chemin de fer, par route ou par eau, qui dominent et jouissent de facilités de plus en plus grandes. L'hiver, le football compte des milliers de fervents, sortis des rangs du peuple, qui accompagnent, pendant toute la saison, leurs champions favoris sur les différents terrains de lutte, et suivent leur fortune avec un enthousiasme sans bornes. En fait, et d'une façon générale, il y a évidemment dans ce district, une tendance croissante, de la part de « Jack », à entremêler dans son travail une part nécessaire de plaisir. Ce changement dans les habitudes des classes industrielles dépasse l'entendement de quelques employeurs, qui se souviennent encore du temps où le mineur ou le forgeron qui, avec les siens, allait chaque semaine prendre, au bord de la mer, une journée de repos était regardé par ses compagnons comme coupable d'un crime presque aussi énorme que celui qui aurait consisté à dérober un mouton au bëlant troupeau de la colline voisine. »

Et si, en effet, chaque dimanche d'été voit, en Angleterre, des files serrées d'ouvriers prendre avec leur famille, les nombreux trains de plaisir qui les emmènent à la campagne ou à la mer, où ils mettent à profit leur complète journée de congé, c'est au repos du samedi qu'on le doit. Tous les soins que réclament le ménage et les enfants, tous les approvisionnement nécessaires pour la semaine ont pu être faits ce jour là et le dimanche, absolument libre,

peut être tout entier consacré à la famille.

Durant la mauvaise saison, force est de changer les plaisirs et les distractions. Les théâtres, les music-halls et les cinématographes organisent, à cette fin, des représentations spéciales dont quelques unes ont même lieu le samedi, en raison de la liberté générale dont jouissent presque tous les ouvriers.

Mais il n'y a pas seulement que les distractions auxquelles on songe. Les occupations sérieuses ne sont pas non plus laissées de côté, le samedi l'après-midi. C'est ce jour-là qu'ont lieu les meetings politiques, les réunions de syndicats pour l'examen des questions professionnelles, voire même les exercices de « Volunteers » (soldats territoriaux).

Quant aux femmes et aux jeunes filles, elles trouvent mille occasions de s'occuper à la maison et de se distraire tout en embellissant leur « home » qu'elles tiennent à voir propre et coquet (1).

En résumé, à l'heure actuelle, la classe laborieuse jouit, en Angleterre, d'une organisation toute spéciale du travail, par suite du repos de l'après-midi du samedi. C'est, suivant l'expression consacrée, la Semaine Anglaise, qui ne comporte que cinq jours de plein travail, le nombre d'heures imposées aux ouvriers, le sixième jour, étant si restreint que toutes occupations cessent à midi ou à peu près, pour ne reprendre que le lundi matin (2).

(1) Martinat. *Le Repos du Samedi après-midi dans l'Industrie*. Paris 1911.

(2) Raoul Jay. Cours fait à la IX^e section de la Semaine sociale de France, Limoges 1912.

DEUXIÈME PARTIE

La Semaine anglaise dans les autres pays étrangers

CHAPITRE I.

Les Etats-Unis

Les mœurs de l'ancienne mère-patrie s'étant transplantées et conservées assez fidèlement aux Etats-Unis d'Amérique, il était tout naturel qu'une institution très en honneur en Grande-Bretagne trouvât là-bas aussi de nombreux et fervents adeptes. C'est pourquoi sans doute, l'Amérique est, après l'Angleterre, le pays où est le plus répandu le repos du samedi après-midi. Il faut toutefois remarquer que celui-ci n'a pas été accordé aux travailleurs américains de la même façon et pour les mêmes causes qu'en Angleterre.

Alors que de très bonne heure l'industrie manufacturière anglaise avait attiré dans ses usines et ses ateliers la presque totalité des ménages ouvriers et dans chaque ménage le père aussi bien que la femme et les enfants, en Amérique, il n'en fut pas de même. Bien avant, en effet, que le machinisme industriel ait fait son apparition dans le Nouveau Continent, la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre masculine seule fut employée au défrichement et à la mise en valeur des immenses terrains

vierges qui couvraient ce pays. Et, comme leur étendue était considérable et que les gains qui résultaient de leur culture étaient énormes, les hommes n'éprouvèrent pas vite le besoin d'abandonner les occupations auxquelles ils étaient habitués pour entrer dans les fabriques.

Ce furent donc presque exclusivement les femmes, les jeunes filles et les enfants qui composèrent, au début surtout, tout le personnel des industries et notamment des filatures de coton qui, les premières, prirent une extension importante.

Et, ce qui s'était produit en Angleterre, se renouvela en Amérique : les machines et les métiers coûtant fort cher, on voulut les faire produire le plus possible et la journée de travail fut exagérément longue. Elle allait généralement de cinq heures du matin à sept heures le soir. En tout cas, elle n'était jamais inférieure à une moyenne de treize heures. De plus, les locaux étaient malsains, insuffisamment aérés et éclairés. Les femmes et les enfants souffraient de ces trop longues journées et l'intérieur des ménages s'en ressentait vivement lui aussi. Cependant, il est probable que les choses seraient restées longtemps en cet état, les femmes n'osant pas se plaindre et les patrons s'intéressant assez peu à leurs ouvrières, si un changement notable ne s'était produit dans les conditions industrielles. Nombre d'ouvriers d'Europe attirés par l'appât d'un salaire supérieur à celui qu'ils gagnaient chez eux, vinrent tenter fortune en Amérique. Ils y furent d'ailleurs assez bien accueillis, les progrès du machinisme et de l'outillage en général, exigeant des bras plus robustes que ceux des femmes et des enfants.

Dès lors, la situation se transforma.

Les hommes, moins timides que les ouvrières, n'hésitèrent pas à formuler des réclamations. Ils demandèrent d'abord la réduction de la journée de travail et mis au courant par leurs camarades anglais du régime spécial qui, dans la plupart des manufactures d'Angleterre était la

règle, ils ne tardèrent pas à faire campagne en faveur du repos du samedi l'après-midi. Grâce aux « Unions » qu'ils avaient constituées leurs revendications furent énergiquement défendues. Les patrons résistèrent bien, mais devant l'insistance des classes laborieuses force leur fut de consentir des concessions. La journée de travail fut sensiblement diminuée et bientôt quelques patrons cédant aux sollicitations de leur personnel lui octroyèrent le repos de la demi-journée du samedi. Leur exemple fut suivi de proche en proche et vers 1890 la règle générale, dans les fabriques et les usines, était de fixer par semaine le total des heures de travail en donnant, dans la répartition, une bien moindre part au samedi.

Aujourd'hui, aux Etats-Unis comme en Angleterre, le repos du samedi l'après-midi dans l'industrie est une véritable coutume nationale. On peut d'ailleurs se rendre facilement compte de l'importance qu'avait déjà ce régime du travail en 1903, lors de la première enquête qui fut faite par les soins de l'Office du Travail.

Voici, en effet, d'après les données du Bureau du Travail, dans quelles proportions, à cette époque, le demi-congé du samedi était appliqué dans les principales industries américaines :

Dans 100 o/o des établissements : cotons (88 o/o), machines aratoires (86 o/o).

Dans 50 à 75 o/o des établissements : chaussures (72 o/o), bonneterie (75 o/o), lithographie (58 o/o), cigarettes (66 o/o), verre (50 o/o).

Dans 25 à 50 o/o des établissements : forgerons (42 o/o), voitures et wagons (46 o/o), ameublement (48 o/o), acier Bessemer (42 o/o), alunage (41 o/o), fonderie (35 o/o), travail de fer brut (32 o/o), bois de charpente (25 o/o), papier (30 o/o), confections (33 o/o), journaux (27 o/o), harnais (40 o/o).

Dans moins de 25 o/o des établissements : cigares (22 o/o), voirie (17 o/o), conserves (14 o/o), livres (5 o/o), travail des pierres (10 o/o), tailleurs (10 o/o), briqueteries (6 o/o) (1).

(1) Cité par Martinat, op. cit. p. 90. Bulletin de l'Office du Travail. Janvier 1906.

C'est donc tous les genres d'industrie, ou à peu près, qui bénéficient du repos du samedi. Quant à l'emploi que fait de ce congé la population ouvrière, il est le même en Amérique qu'en Angleterre. Les femmes le consacrent aux soins du ménage, tandis que les hommes en profitent pour s'adonner aux sports et s'occuper de politique.

En dépit de la tendance presque générale, comme nous l'avons dit, à faire du samedi un demi-jour de congé, il ne faudrait pas croire que cette réglementation est fixée d'une façon ferme par la loi. Elle est surtout le fait d'habitudes et de coutumes, la législation industrielle américaine étant d'abord de date plutôt récente et variant d'Etat à Etat. La plus ancienne, la « loi fédérale des Etats-Unis » du 28 Juin 1868 fixait à huit heures le travail des employés du Gouvernement et plusieurs lois des Etats, en Californie et Virginie notamment, adoptaient la même durée pour les travaux publics de l'Etat ou des municipalités.

Quant aux ouvriers de l'industrie privée, aucune loi dans les divers Etats de l'Union ne limite leur journée de travail, d'une façon générale, si ce n'est dans le Massachusetts qui, en 1874, vota la loi de dix heures, (ten hour's day).

Une loi du 11 Mai 1886 et une loi du 24 Mars 1887 limitent dans les Etats de Californie et de Pensylvanie la durée journalière du travail à douze heures pour les conducteurs, cochers et employés de railways (1).

Quelques Etats ont voulu, sans imposer de limite à la durée du travail des adultes, qui en fait, ne dépasse guère dix heures, indiquer que la durée normale devait être de huit heures, sauf aux conventions particulières à la prolonger en déterminant une rémunération spéciale pour les heures supplémentaires. C'est ainsi que, dans le district de Colombie, la loi du 6 août

1) Annuaire de Législation étrangère, Années 1887-1888.

1892 fixe à huit heures la journée de travail pour les ouvriers employés par le district fédéral.

De même, dans l'Etat de New-York un Act du 19 Mai 1897 édicte qu'aucune femme de moins de vingt-un ans ou garçon de moins de dix-huit ans, ne sera employé au travail, dans une « factory » (usine, atelier ou tout autre établissement manufacturier) de cet Etat, avant six heures du matin ou après neuf heures du soir chaque jour, ou pendant plus de dix heures par jour ou de soixante heures par semaine, *sauf dans le but de faire une journée plus courte le dernier jour de la semaine.*

Et pour éviter des abus et une prolongation trop grande de la journée de travail, pendant les cinq premiers jours, il était spécifié que, quand pour faire une journée plus courte le samedi, une femme de moins de vingt-un ans, ou un adolescent de moins de dix-huit ans, devra être astreint ou autorisé à travailler dans une « factory » plus de dix heures par jour, l'inspecteur des fabriques devra être avisé par lettre du nombre d'heures de travail par jour que l'employeur se propose d'exiger et du temps pendant lequel il entend user de cette faculté.

Comme on le voit, la loi de l'Etat de New-York ne s'occupe pas des femmes adultes. Une loi de Pensylvanie votée la même année et amendée en 1901 s'inspire des dispositions de la loi de New-York mais les étend aux femmes adultes elles-mêmes.

Ainsi que nous le disions, la législature américaine est donc très réservée tant en ce qui concerne la réglementation des heures de travail, qu'en ce qui concerne le repos du samedi lui-même. Mais, nous le répétons, employeurs et employés n'ont point attendu la loi pour mettre en pratique la Semaine Anglaise et, si l'on songe, qu'à l'heure actuelle, toutes les questions relatives au travail soit des adultes, soit des femmes et des enfants, sont à l'ordre du jour tant aux Etats-Unis qu'ailleurs et sérieusement étudiées et défendues là-bas par un « Comité National » reconnu d'utilité publique

par le Congrès, on est en droit de penser, qu'avant peu, les travailleurs américains seront protégés efficacement par la législation et que, ce qui n'est encore que le fait de la coutume sera bientôt le fait de la loi.



CHAPITRE II.

La Suisse

Bien qu'en Suisse, chaque canton ait ses lois propres, la Constitution permet au Gouvernement fédéral d'en promulguer certaines dont l'application doit être respectée dans l'ensemble des cantons. Ces lois générales sont dénommées « lois fédérales », alors que l'appellation de « lois cantonales » est donnée à celles qui n'intéressent qu'un seul canton.

Parmi les premières, figure la loi du 23 Mars 1877 qui réglemente pour la Suisse entière les conditions du travail dans les fabriques. Cette loi interdit le travail du dimanche dans toutes les usines. Il ne peut être dérogé à cette prescription que très exceptionnellement et jamais plus d'un dimanche sur deux. Son article 11 admet les enfants dans les usines à partir de quatorze ans seulement, avec une durée de travail de onze heures, *sauf pour les samedis et veilles de jours fériés où elle ne doit être que de dix heures.*

De plus, cette durée de travail doit être comprise entre cinq heures du matin et huit heures du soir, pendant les mois de juin, juillet et août, et entre six heures du matin et huit heures du soir, pendant le reste de l'année. Jusqu'à l'âge de dix-huit ans, le travail de nuit est interdit ; il en est de même pour les femmes de tout âge.

La réglementation réduisant la journée de travail les veilles des dimanches et jours fériés était applicable, de façon générale, à tous les travailleurs, hommes et femmes.

Pour que la loi fût respectée, des peines sévères, amendes et emprisonnement de trois mois, furent fixées et, ce qui valait mieux encore, dès l'année qui suivit sa promulgation une inspection sérieuse du travail fut organisée (1).

La loi reçut, à peu près partout, le meilleur accueil et, dans plusieurs cantons, des « lois cantonales » tinrent à en fixer spécialement les principes, (loi municipale de Bâle, 26 novembre 1898; loi du canton de Vaud, 28 novembre 1901; de Genève, 1^{er} juin 1904). Il est juste de remarquer que le repos du samedi après-midi n'était qu'à peine ébauché et ne pouvait guère, avec la réduction si modeste de travail consentie ce jour-là, effrayer les patrons. Aussi, en vit-on prendre eux-mêmes l'initiative de rendre plus effectif le congé du samedi. Dans quelques usines les ouvriers furent libérés de bonne heure, dans certaines mêmes tout travail cessa à midi.

Les avantages qui résultaient, pour la classe ouvrière, d'un tel régime amenèrent celle-ci à demander en 1894 que la cessation de tout travail à midi fût la règle. Le Gouvernement fédéral demanda à l'inspecteur du travail de faire une enquête qui n'aboutit pas.

Mais de nouveau, en 1895 d'abord puis en 1902 les associations ouvrières revinrent à la charge, et en décembre 1904, à la suite des rapports des inspecteurs fédéraux le Conseil fédéral élaborait un projet qui, quelques mois après, devenait la loi du 1^{er} avril 1905.

Aux termes de cette loi: « dans les établissements industriels soumis à la loi sur les fabriques du 23 Mars 1877, la journée de travail le samedi et les veilles de jours fériés légaux ne doit pas dépasser neuf heures, y compris le temps nécessaire pour les travaux de nettoyage, ni se prolonger en aucun cas après cinq heures du soir. »

(1) Schuler. La limitation légale de la journée de travail en Suisse.

Toutefois les autorités cantonales étaient autorisées à accorder des prolongations de la journée du samedi, pour de nombreux établissements, à raison des conditions particulières d'exploitation. Il faut noter que les industriels abusèrent de la faculté qui leur était donnée d'allonger la journée du samedi et que force fut à l'inspection du travail de signaler le fait. Cependant, si l'on en juge du moins par les rapports des inspecteurs fédéraux, la loi eut quelques bons effets, en ce sens surtout qu'elle permit de constater que toutes les objections ou à peu près qui avaient été soulevées contre son application, étaient pour la plupart dénuées de fondement. Et c'est, sans doute, ce qui explique le nombre toujours croissant depuis 1905, des fabriques qui, dès midi, congédient le samedi leur personnel (1).

Il y a donc lieu de supposer, qu'avant peu, tous les travailleurs suisses bénéficieront de la Semaine Anglaise, avec repos complet de l'après-midi du samedi. Il ne serait même pas étonnant que ce régime fût institué à bref délai et introduit peut-être, par voie d'amendement, dans le projet de modification de la loi fédérale sur le travail des fabriques (réduction de la journée de travail, travail des femmes et des enfants) qui a été en principe, adopté par le Conseil national le 4 Décembre 1913 (2).



(1) Bulletin de l'Office du Travail. Rapports des inspecteurs fédéraux.

(2) Bulletin du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Février 1914.

CHAPITRE III.

L'Allemagne

En Allemagne, les abus du machinisme, avec les longues journées de travail qui en résultèrent, ne furent pas moins criants qu'ailleurs. Et, comme depuis 1860 surtout, les associations ouvrières ne cessèrent de faire entendre leurs doléances, force fut aux pouvoirs publics d'y prêter l'oreille. C'est ainsi qu'en 1869, le Reichstag fut amené à discuter les principes d'un Code industriel ou « *Gewerbeordnung* ».

Quelques améliorations en faveur des enfants ou des adolescents travaillant dans les fabriques, usines, forges et minières, consenties en Prusse, furent incorporées dans les lois de l'empire allemand. Mais, jusqu'aux environs de 1890, on se borna à ces mesures qui ne rendaient pas meilleure la situation des travailleurs. A ce moment, cependant, le labeur excessif exigé des ouvriers et des ouvrières décida les pouvoirs publics à enfin tenter de protéger efficacement les travailleurs de l'industrie allemande. C'est ainsi qu'en 1891, on ajoutait à la « *Gewerbeordnung* » ou Code industriel toute une série de règlements marquant un progrès certain et susceptibles d'être appliqués à tous les ateliers et usines.

Cette réglementation interdisait notamment le travail du dimanche et spécifiait une journée plus courte le samedi pour les enfants et les femmes de tout âge. Une différence avait été établie entre les femmes mariées, les ménagères, et celles qui ne l'étaient pas. Les premières ne devaient travailler que dix heures par jour au

maximum, tandis que, pour les secondes, la journée de travail était de onze heures.

Les socialistes, et notamment Bébél, intervinrent au Parlement pour demander la réduction à dix heures de la journée de travail de toutes les ouvrières, mais le Gouvernement s'y opposa trouvant la limitation à dix heures trop considérable pour qu'elle pût être appliquée aux ouvrières de toutes les industries indistinctement. Une Conférence suscitée à Berlin par Guillaume II déclara accepter la journée de onze heures avec compensation d'une liberté supplémentaire le samedi pour rendre plus complet le repos du dimanche.

C'est dans ces conditions que fut votée la loi du 26 juillet 1897, aux termes de laquelle la durée journalière du travail ne peut dépasser onze heures pour les femmes au-dessus de 16 ans, de lundi au vendredi, et dix heures les samedis et veilles de fêtes. Le travail doit s'arrêter pour elles, à cinq heures et demie du soir. Les ouvriers adultes n'étaient pas protégés par la loi, mais il se produisit en Allemagne ce qui, partout ailleurs, s'est produit. Les patrons trouvant plus commode de n'avoir dans leurs ateliers qu'un seul régime de travail, firent bénéficier tout leur personnel des avantages seulement réservés aux femmes par la législation.

Dès lors, les travailleurs allemands apercevant tout le bénéfice qu'ils pouvaient retirer du congé du samedi firent de cette réforme, la plus pressante de leurs revendications. Diverses associations au nombre desquelles figurent les tuiliers, les ouvriers de la construction mécanique et ceux de la métallurgie réclamèrent et réclament encore la journée de travail de dix heures pour tous les adultes avec congé le samedi après-midi. Leur demande ne semble pas devoir être de si tôt prise en considération; elle a cependant eu un commencement de satisfaction car il n'est pas douloureux que les lois du 30 Mai 1908, 28 Décembre de la même année et 27 Décembre 1911 ne soient, en partie, son œuvre. Cette législation nouvelle applicable à

tous les établissements comptant au moins dix ouvriers décide que les ouvrières ne peuvent être occupées la nuit de huit heures du soir à six heures du matin, *ni le samedi et la veille des fêtes après cinq heures du soir.*

De plus, les ouvrières ne peuvent être occupées plus de dix heures par jour, du lundi au vendredi, et *plus de huit heures les samedis et veilles de fêtes.* Enfin, la durée totale des repos intercalaires doit être de une heure pour les femmes non mariées et de une heure et demie pour les ménagères (1).

C'est donc, pour l'ouvrière, une liberté supplémentaire de deux heures le samedi au lieu d'une heure seulement que lui accordait la loi de 1891.

Et si l'on songe que le Conseil fédéral peut, par voie d'ordonnances, en vertu des pouvoirs que la loi lui confère au nom de l'hygiène, déterminer une journée maxima sanitaire dans certaines industries dangereuses et insalubres (par exemple, verreries, carrières, forges), qu'en outre, les groupements ouvriers et les corporations ne cessent pas leur active propagande en faveur du repos du samedi pour toutes les catégories de travailleurs, on est en droit de supposer que prochaine peut être en Allemagne l'organisation de la Semaine Anglaise.



(1) Bulletin de l'Office du Travail. Janvier 1913.

CHAPITRE IV.

Etat de Victoria, Australie méridionale & Nouvelle Zélande

Dans l'Etat de Victoria, la loi du 12 Décembre 1905 porte qu'il est interdit dans toute fabrique ou atelier d'employer, d'autoriser ou de tolérer qu'on emploie une personne de moins de seize ans, une femme ou une jeune fille, plus de quarante-huit heures par semaine, ou plus de dix heures par jour, ou après neuf heures du soir.

Et, dans toute fabrique ou atelier, où un Chinois est occupé, et dans toute fabrique ou atelier où quelqu'un est occupé à la fabrication ou à la préparation d'un meuble, il est interdit de travailler, soit pour son compte personnel, soit en engageant ses services et pour un salaire, directement ou indirectement, ainsi que de faire travailler ou d'autoriser ou tolérer que quelqu'un travaille un jour quelconque avant sept heures trente du matin et après cinq heures du soir, ou *un samedi après deux heures de l'après-midi*, ou un dimanche à une heure quelconque (1).

Une loi plus récente, la loi n° 2008, du 12 Décembre 1908, modifiée par celle du 2 Mars 1909 fixe la durée maxima du travail des enfants âgés de moins de seize ans et des femmes de tout âge, à neuf heures par jour et à 52 heures par semaine. Enfin il y est prescrit que le travail doit cesser un jour plus tôt par

(1) Bulletin de l'Office international du Travail.
1907.

La Semaine anglaise dans les autres pays étrangers

semaine et la fermeture des magasins est imposée légalement une demi-journée par semaine, en dehors du repos hebdomadaire complet. Généralement c'est à l'autorité locale qu'est laissé le soin de choisir cette demi-journée (1).

La loi du 21 Décembre 1907 établit un régime identique dans l'Australie méridionale.

Les limites fixées pour la durée du travail des enfants et des femmes sont les mêmes que dans l'Etat de Victoria et les usages industriels, relativement au congé du samedi sont semblables (2).

En Nouvelle Zélande, c'est une loi de 1908 qui régit le travail dans les usines, fabriques et ateliers.

Un fait intéressant à noter, c'est qu'en ce pays, comme dans le Queensland et dans une grande partie de l'Australie occidentale, la réglementation est générale, visant tant les adultes que les enfants et les femmes pour toutes les professions. Les heures de travail sont réduites à quarante-huit heures par semaine, avec un maximum de huit heures trois quarts par jour pour les hommes, quarante-cinq heures par semaine et huit heures et quart par jour pour les femmes et les garçons de moins de seize ans.

Enfin la loi porte, en ce qui concerne le samedi, une disposition spéciale ainsi conçue : *« L'occupant d'une fabrique devra accorder à tout garçon âgé de moins de dix-huit ans et à toute femme employés dans sa fabrique, une demi-journée de congé tous les samedis à partir de une heure de l'après-midi. »*

Il faut remarquer toutefois que, tout comme pour les colonies anglaises du Cap et du Trans-

(1) Office du Travail. La Législation étrangère réglementant le travail des employés de commerce. 1912.

(2) Bulletin de l'Office international du Travail. 1908.

*Etat de Victoria, Australie méridionale et
Nouvelle Zélande*

waal par exemple, le demi-jour de congé accordé par la loi est laissé au choix de l'autorité locale, après entente avec la majorité des intéressés. Il coïncide généralement avec le jour fixé pour la fermeture des magasins et bureaux, à partir de une heure de l'après-midi en dehors du jour légal de repos hebdomadaire (1).



(1) Office du Travail. La Législation étrangère réglementant le travail des employés de commerce. 1912.

CHAPITRE V.

Grèce et Pays-Bas

En Grèce, c'est la loi n° 4029 du 24 Janvier, 6 Février 1912 qui réglemente le travail des femmes et des jeunes gens.

L'article 2 prescrit que « dans les entreprises et travaux visés à l'article 1^{er} A à C (fabriques, établissements industriels et ateliers, carrières, mines et minières de toute nature, travaux de bâtiment et travaux similaires de plein air), la durée du travail journalier ne peut excéder six heures pour les enfants âgés de moins de 14 ans et dix heures pour les jeunes gens âgés de moins de 18 ans et les femmes, *exception faite du samedi et des veilles de jours fériés visés à l'art. 2 de la loi n° 3455, où la durée du travail ne doit pas excéder huit heures.* » (1)

Le principe d'une journée de travail plus courte le samedi est donc ainsi nettement établi.

Il en est de même aux Pays-Bas. L'article 6 de la loi du 7 Octobre 1911 sur le travail, promulguée par le décret du 20 Octobre 1911 porte, en effet, que:

« 1^o Dans les fabriques et ateliers, il est interdit aux adolescents et aux femmes:

a) De travailler plus de dix heures par jour ou plus de cinquante-huit heures par semaine.

2^o Dans les fabriques et les ateliers, il est interdit aux femmes mariées et aux femmes

(1) Bulletin de l'Office international du Travail, t. XI.

célibataires, chargées du soin d'un ménage et qui ont informé de ce fait le chef d'établissement, *de travailler le samedi après 1 heure de l'après-midi, sauf dans les cas énumérés dans le règlement.*

3^e Un règlement peut interdire l'emploi d'adolescents ou de femmes dans les fabriques et ateliers *le samedi après 1 heure de l'après-midi dans toutes les industries ou certaines industries* ». (1)

Et ici la réglementation est même plus stricte qu'en Grèce, en ce sens que, pour les ménagères, le repos du samedi commence dès 1 heure de l'après-midi et peut d'ailleurs être prescrit pour toutes les femmes et dans toutes les industries.



(1) Bulletin de l'Office international du Travail, t. XI.

TROISIÈME PARTIE

La Semaine anglaise en France Son application dans le département du Finistère

CHAPITRE I.

- § I. — **Origines. — La Semaine anglaise au programme socialiste.**
- § II. — **Le point de vue ouvrier: utilité morale et sociale du repos du samedi après-midi. — A quoi les travailleurs peuvent l'employer.**
- § III. — **Enquêtes de l'Inspection du Travail et du Conseil supérieur du travail. Etablissements jouissant du repos du samedi après-midi en France.**

I. - Origines. La Semaine anglaise au programme socialiste

Il semble résulter des recherches auxquelles s'est livré M. Martin Saint Léon, dans son « Histoire des Corporations de Métiers », qu'au Moyen-âge, la journée du travail du samedi était considérablement réduite, dans tous les pays de chrétienté (1). Et M. A. Gruffaz, de la Société populaire d'économie sociale de Lyon, l'affirme dans un rapport qu'il fit au Congrès national corporatif de la Fédération des Employés de

(1) Martin Saint Léon — Histoire des Corporations de Métiers.

France, qui tint ses assises à Lyon le 15 août 1907. « Bien avant les Anglais, dit-il, nous avons connu la Semaine anglaise. Nous lisons, dans les us et coutumes des Corporations du Moyen-Âge, qu'à cette époque reculée, les ateliers de différents corps de métiers étaient déjà fermés le samedi, au premier coup des vêpres, c'est-à-dire à trois heures... (1) ».

Peu à peu, sous l'influence de l'éclosion des manufactures et des usines, cette habitude disparut en France. Durant de longues années, personne n'y songea. Mais un beau jour, il y a une trentaine d'années environ, cette coutume réapparut, timide il est vrai, dans le textile et les industries connexes. Les ouvriers la saluèrent joyeusement et ne tardèrent pas, un peu dans tous les corps de métiers, à l'inscrire au nombre de leurs revendications. La Confédération générale du Travail la réclama en chacun de ses congrès et de ses meetings et aujourd'hui, le parti socialiste unifié fait figurer le repos du samedi après-midi, parmi les articles de son programme social. En 1909, en effet, M. Jaurès le 3 Juillet à la tribune de la Chambre des Députés classait parmi les réformes attendues du prolétariat « Le repos de l'après-midi du samedi, c'est-à-dire la vérité du repos hebdomadaire (2).

Et l'année suivante, le 13 juin 1910, M. Lauche le réclamait au nom de son parti (3).

(1) Fédération des Employés de France. Comptendu du XIV^e Congrès national tenu à Lyon les 15, 16, 17 et 18 août 1907.

(2) Journal Officiel, 4 juillet 1909.

(3) Journal Officiel, 14 juin 1910.

II. Le point de vue ouvrier. Utilité morale et sociale du repos du samedi après-midi

A quoi les travailleurs peuvent l'employer

A quels besoins répond donc ce repos ? M. Briat, au nom des membres ouvriers de la Commission permanente instituée auprès du Conseil supérieur du Travail les expose ainsi : « Si des arguments plus ou moins probants ont été apportés pour combattre le repos du samedi après-midi, pour les adultes, et quelques-uns pour les enfants, aucune raison sérieuse n'a été donnée contre le repos de la femme. Si on n'a pas donné d'argument, c'est qu'en réalité il n'en existe aucun qui puisse s'opposer à la nécessité de donner une demi-journée à la femme employée toute une semaine en dehors de son foyer. Cette demi-journée lui permettra d'apporter à son intérieur les soins qu'exige l'hygiène domestique indispensable pour rendre la demeure agréable à toute la famille. Elle lui permettra aussi de faire le lavage et l'entretien des vêtements, les provisions utiles, et de cette façon de disposer avec tous les siens du repos hebdomadaire.

L'enfant a besoin, comme la femme, des soins d'hygiène qu'il pourra plus facilement prendre le samedi après-midi que le jour du repos hebdomadaire où beaucoup d'établissements sont fermés. Il pourra aussi consacrer une partie de sa liberté du samedi à des exercices physiques qui le prépareront à devenir un homme sain et solide et personne ne contestera que notre race qui n'a pas la quantité a tout intérêt à avoir la qualité.

On peut aussi envisager la possibilité d'employer une heure ou deux de cet après-midi à un enseignement théorique, si utile aux enfants, pour leur faciliter les moyens de devenir des ouvriers habiles, ayant l'amour de leur métier et gagnant un salaire rémunérateur pour créer un foyer où règnera la paix et le bonheur.

Pour les adultes, malgré les nombreuses critiques formulées contre le repos du samedi après-midi, nous persistons à penser que ce repos aurait une influence bienfaisante sur la très grande majorité. L'adulte pourrait profiter lui aussi de cette liberté pour donner à son corps les soins d'hygiène que beaucoup négligent, faute de temps, et dont pourtant, ils ont si grand besoin. L'hygiène pratiquée par l'adulte a l'avantage de lui faire aimer la propreté et de l'amener à préférer son intérieur aux salles malsaines et enfumées des cabarets. Avec la liberté du samedi après-midi, l'adulte pourra plus facilement, s'il habite la campagne ou la banlieue des grandes villes, ce qui se produira de plus en plus, s'occuper d'un jardin potager. Au point de vue moral, nous pensons donc qu'il serait très désirable que les adultes puissent avoir le repos du samedi. Au point de vue pratique, nous reconnaissons que pour certaines industries, il y a de sérieuses objections que nous sommes disposés à examiner très impartialement (1). »

Tels sont les motifs principaux invoqués par la classe ouvrière en faveur du repos du samedi. Il faut remarquer que le plus important, celui que s'attachent surtout à faire valoir les employés est que le repos du dimanche n'existera véritablement tout entier que lorsque la demi-journée du samedi sera un fait accompli.

Est-ce une affirmation purement gratuite ?

Il ne le semble pas, si l'on s'en rapporte aux déclarations de M. Daideri, secrétaire administratif du Syndicat des cuirs et peaux de Roanne, qui jugeant les résultats obtenus dans la région roannaise par le repos du samedi, s'exprime ainsi : « les résultats donnés par le repos du samedi soir à la corporation du tissage sont assez appréciables. Ils le seraient davantage encore si les tisseurs étaient groupés. Mais telle qu'elle est, la situation actuelle en période de travail

(1) Conseil supérieur du Travail. Rapport de M. Briat, session de 1913.

donne à la femme les moyens de tenir propre son intérieur, lui permet de laver son linge, de raccommoder; à l'homme de seconder sa compagne dans les durs travaux du ménage. Et le dimanche, sachant que le foyer familial est en état, les familles vont prendre l'air pur de la campagne, pendant la bonne saison; on s'égaye un peu, le corps est moins abattu, moins prédisposé aux maladies. En général, l'intérieur des ménages ouvriers, à Roanne, est propre, ce qui frappe l'attention des étrangers et des voyageurs. Tous les militants qui vont visiter Roanne s'accordent à dire que c'est l'une des cités ouvrières où, malgré la misère due aux trop longs chômages, la gaieté et le bon goût se remarquent le plus. Ceci est dû en partie, je crois, au repos du samedi soir (1). »

M. Chassain de la Plasse qui a particulièrement étudié l'expérience faite à Roanne, précise avec encore plus de détails: « à Roanne, écrit-il, tous les ateliers mécaniques sont fermés le dimanche, sans exception... Et pourtant, le repos du dimanche n'existe véritablement pas.

Dans l'usine même, quand les métiers se taisent, bien des ouvriers travaillent. Ce sont tous ceux qui sont préposés à la marche générale de l'usine. Les chauffeurs, les mécaniciens, les graisseurs, les menuisiers ont tous quelques avaries à réparer, quelques nettoyages à faire. Les gareurs doivent également mettre leurs métiers en état, souvent aussi certaines réparations exigent le travail d'autres ouvriers étrangers à l'usine...

Mais sortons de l'usine et voyons au juste ce qu'est le repos du dimanche dans une famille ouvrière.

La femme, retenue à l'atelier pendant la plus grande partie de la journée n'arrive qu'avec une peine extrême à accomplir chaque jour, la besogne qu'il n'est pas possible de remettre au lendemain, comme la préparation des repas, les

(1) Daideri. La Vie ouvrière, du 5 Mai 1912.

soins quotidiennement indispensables aux enfants. Elle devra, quelle que soit sa bonne volonté, son énergie, ajourner tout travail qui lui demanderait un peu de temps.

Le dimanche, tous ces travaux, jusque là différés, s'imposent impérieusement. Il faut s'exécuter, aller laver le linge, le raccommoder, nettoyer la maison, faire les provisions, mettre le mobilier en bon ordre, préparer le dîner... L'heure du dîner arrive. Bien des choses restent à finir. Il faut encore travailler une partie de l'après-midi.

Si tout est fini un peu plus tôt, la femme surmenée n'a plus le courage de s'occuper d'elle-même et de sa toilette. Elle renonce à s'habiller et reste à la maison. Le mari qui s'ennuie, la quitte et s'en va boire. Les enfants rôdent aux alentours et amusent leur oisiveté loin des yeux et de la surveillance de leurs parents.

Le dimanche qui devrait être un jour de repos, le jour de Dieu et de la famille n'est plus que le jour de l'ennui, de la fatigue et du cabaret. »

M. Chassain de la Plasse qui est un catholique pratiquant continue : « au point de vue religieux, il n'y a plus de dimanche ; il est certain qu'au milieu de ces occupations multiples et urgentes, les offices religieux sont complètement négligés (1). »

M. Fénelon Gibon, envisageant le même point de vue, expose ainsi les raisons qui firent un industriel catholique de Roanne, M. Grenot, accorder le repos du samedi après-midi à ses ouvrières : « Constatant qu'un certain nombre n'assistaient pas aux offices religieux du dimanche et s'adressant principalement aux femmes pour en connaître les motifs, il recevait de la grande majorité les réponses suivantes : « il nous est impossible, en travaillant toute la semaine, de pouvoir faire notre travail à la maison, de laver notre linge, de raccommoder, de mettre

(1) Chassain de la Plasse. L'Industrie roannaise et le Chômage du samedi soir.

un peu d'ordre dans notre intérieur, de nous occuper des enfants, et de les préparer pour aller à l'école le lundi; nos hommes sont également pris le dimanche matin par les gros travaux et par les commissions en ville. Quand tout cela est terminé, il est midi. Et encore! Vous voyez le temps qu'il nous reste pour faire nos dévotions. (1) »

Ce fait signalé, M. Chassain de la Plasse montre que le repos du dimanche est également nécessaire au point de vue purement humain, au point de vue matériel, et il conclut :

« Comment donc atteindre ce but : faire du repos du dimanche une réalité? Facilement, le moyen est connu et déjà pratiqué. Fermez l'usine pendant la soirée du samedi et tout change. Tous les travaux qui doivent se faire à l'usine, en l'absence des tisseurs, s'exécutent le samedi. Les chauffeurs, les mécaniciens, les graisseurs, les menuisiers, les gareurs n'ont plus rien à faire le dimanche. Le patron qui n'a plus rien à surveiller est libre de consacrer ce jour de loisir à ses devoirs religieux, à sa famille, à son repos, à ses distractions.

Les ouvriers qui ne retournent pas à l'usine le samedi soir peuvent s'occuper de leur intérieur. Ils peuvent, pendant cet après-midi, faire leurs provisions, casser du bois, cultiver ces petits jardins qui leur procurent en même temps qu'un léger profit, un exercice hygiénique et une innocente distraction. Les femmes emploient leur après-midi à laver le linge de la famille, réparer les vêtements, nettoyer leurs maisons, mettre leur ménage en ordre.

Avec un peu d'activité, la plus grande partie du dimanche est libre; le père, la mère, les enfants assistent aux offices; à dîner, ils se retrouvent autour d'une table proprement servie dans une chambre qu'on a eu le temps de balayer. Puis, le soir, pour peu que le temps le permette, tous s'en vont faire une de ces

(1) Fénelon Gibon. *Le Dimanche de l'Ouvrier*.

promenades traditionnelles auxquelles la beauté de notre pays donne tant de charmes. Plus de ces maisons sales qui choquent la vue et l'odorat; plus de ces tentations malsaines d'aller au cabaret fuir un intérieur repoussant, ou cacher une malpropreté forcée. Voilà bien le repos du dimanche avec toutes ses heureuses conséquences morales et physiques (1). »

A un autre point de vue encore, le repos du samedi doit apparaître comme un corollaire du repos du dimanche. On sait avec quelle insistance les employés de magasins de vente réclament la fermeture de ces établissements le dimanche.

Or cette fermeture se heurte à une grosse objection. Quel jour, dit-on, les ouvriers feront-ils leurs achats? Il est bien évident que les choses seront singulièrement simplifiées, quand on aura accordé le repos du samedi après-midi aux ouvriers de l'industrie, aux employés des bureaux et des magasins de gros, car alors, tous ces travailleurs pourront profiter de cette partie de la journée du samedi pour faire leurs emplettes. Sans doute les employés des magasins de vente seront eux privés de cette faveur, mais il sera facile de leur donner une compensation un autre jour de la semaine. C'est d'ailleurs de cette façon qu'on opère en Angleterre.

Enfin, le souci et la préoccupation de la famille ne sont pas eux-mêmes sans inspirer grandement les campagnes qui s'organisent en faveur du repos du samedi après-midi. En 1906, dans une conférence faite au Conservatoire des Arts et Métiers, M. Briat, secrétaire général des Ouvriers en instruments de précision, que nous avons déjà cité, dépeignait l'existence que font à l'ouvrier les longues journées de travail et ajoutait: « Avec une telle existence, la vie de famille n'est pas possible. Si l'ouvrier a des enfants, il les connaît à peine, ne peut jamais leur donner une caresse, ni un enseignement, s'inquiéter de

(1) Chassain de la Plasse. *L'Industrie roannaise et le Chômage du Samedi soir.*

leur enseignement et de leur éducation; quand il rentre à la maison, il est trop tard, les enfants dorment; quand il part le matin pour le travail, il est trop tôt, les enfants ne sont pas encore réveillés. » (1)

En 1880 et en 1892, c'est le même souci de la vie familiale qui poussait les ouvriers à exiger l'inscription dans la loi, du dimanche comme jour de repos hebdomadaire. Il leur paraissait nécessaire, en effet, qu'un jour au moins sur sept, la famille pût se trouver tout entière réunie. « Qu'advierait-il, disait au Conseil supérieur du Travail, M. Moreau, secrétaire général du Syndicat du personnel de la Compagnie des Omnibus, par exemple, d'une famille dont le repos ne serait pas fixé au même jour? Chez mes parents, nous étions deux enfants. Voyez-vous, par exemple, en supposant que mon père eût été ouvrier, mon père avoir repos le lundi, ma mère le mardi, ma sœur le mercredi, moi le jeudi et puis, ma grand'mère le samedi, en sorte qu'on ne puisse jamais, dans la même maison, se rencontrer et réellement, au moins une fois par semaine, vivre de la vie de famille. Je trouve cela absolument idiot. » (2) C'est en se plaçant au même point de vue que M. Pierre Dumas a écrit: « Le repos de l'après-midi du samedi appliqué à l'homme n'aura pas des effets moins heureux; ce sera un rapprochement plus complet des êtres composant la maisonnée; femme, enfants et compagnon pourront vivre d'une existence collective plus intense, plus intime. Le père ne sera plus pour ses enfants l'étranger, dont on aperçoit quelques instants tous les soirs, la mine fatiguée ou bourrue. Puis l'homme pour conserver son foyer, et pour l'éclairer, le rendre plus habitable, sera amené à prendre sa part des travaux qui sont exclusivement abandonnés à la femme. Il n'est plus possible à l'homme de se cantonner derrière le préjugé que les soins

(1) Compte-rendu de la réunion tenue au Conservatoire des Arts et Métiers le 8 Avril 1906.

(2) Conseil supérieur du Travail. Session de 1904.

ménagers sont du ressort exclusif de la femme. Cela était bon du temps où celle-ci ne devait apporter à la petite communauté que ses talents de ménagère. Puisqu'elle doit, comme l'homme, être une salariée, passer dix heures à l'atelier, apporter sa paye, les travaux qui lui prenaient tout son temps, doivent être partagés. Ce n'est pas un vague espoir que j'exprime, un vœu que j'émetts, mais une constatation qui s'est imposée à beaucoup d'ouvriers qui en ont commencé l'application. » (1)

L'organe de la Confédération générale du Travail, la Voix du Peuple, exprimait la même idée dans son numéro du 1^{er} Mai 1912. On y lisait, en effet : « La conquête de la Semaine anglaise permettra aux travailleurs, en leur donnant la possibilité d'aller faire leurs achats le samedi après-midi, de consacrer le dimanche tout entier au repos et à la famille. » Et plus loin : « Avec la Semaine anglaise, c'est la possibilité de reconstitution du foyer familial. »

III. Enquêtes de l'Inspection du Travail et du Conseil Supérieur du Travail

Etablissements jouissant du repos du samedi après-midi en France

Le mouvement créé par les ouvriers en faveur d'une réforme qui les tient tant à cœur, devait inévitablement amener quelques patrons à tenter l'expérience réclamée par leur personnel.

Comme en Angleterre, c'est dans le textile et les industries similaires que la mesure fut tout d'abord appliquée. Et la raison en est sans doute que ces industries emploient un nombre considérable de femmes et d'enfants, comme il sera facile de s'en rendre compte par le tableau que nous donnons plus loin.

(1) P. Dumas, *La Semaine Anglaise*. Vie ouvrière des 5, 20 nov., 5 déc. 1911.

Enquête de l'Inspection du Travail

D'une enquête officielle entreprise en 1903 par l'Inspection du Travail, (1) il résulte, qu'à cette date, plus de quatre cents établissements industriels avaient établi la coutume de réduire la durée du travail le samedi, au-dessous de ce qu'elle est les autres jours de la semaine.

Dans ces établissements, l'usage du repos de l'après-midi du samedi était imposé par les conditions mêmes du recrutement du personnel. C'étaient des manufactures ou des usines situées en pleine campagne et recrutant leur personnel dans un rayon assez étendu. Pendant la semaine, les ouvriers couchent dans les dortoirs de l'usine, ou dans des chambres garnies, aux environs de l'usine; le samedi, après le déjeuner, ils partent retrouver leurs familles, et passer la journée du dimanche avec elles.

Ces établissements sont situés dans des départements plutôt pauvres et tous sont affectés à l'industrie de la soie, moulinsages, filatures, dévidages et tissages. En voici ci-dessous un tableau dressé par départements, avec indication du nombre des fabriques et du personnel employé.

Comme nous le faisons remarquer tout à l'heure, c'est surtout la main-d'œuvre féminine qui domine.

Départements	Noms d'établisse- ment	Personnel chômant tout ou partie de l'après-midi		
		Hommes	Femmes	Enfants de moins de 18 ans
Ardèche	240	136	5.626	3 612
Drôme	39	161	1.581	668
Gard	25	141	1.370	724
Vaucluse	11		45	20
Isère	60	556	5 171	1.981
Savoie	3		98	67
Loire	1	10	249	156
Puy-de Dôme	10	86	268	180
Saône-et- Loire	5	9	126	30
TOTAL	394	1.009	14.532	6.438
22.069				

(1) Bulletin de l'Office du Travail. Mars 1903.

L'heure à laquelle les ouvriers quittent le travail varie de département à département et même d'usine à usine. Il y a des établissements où le personnel s'en va à midi, une heure, deux heures, trois heures, quatre heures et beaucoup à cinq heures.

Il y en a d'autres, comme à Chauffailles (Saône-et-Loire) où, dans 4 établissements, les femmes seules cessent le travail à partir de trois heures en hiver et de quatre heures en été.

Un second groupe pratiquait, en 1903, le repos du samedi après-midi. Il est tout entier composé par les fabriques de cotonnades de la région roannaise, dans les départements de la Loire et du Rhône.

Départements	Nombre d'établiss ^{em} .	Nombre d'ouvriers cessant le travail de meilleure heure le samedi		
		Hommes	Femmes	Enfants
Loire	24	2997	4186	477
Rhône	17	1948	2278	446
TOTAL	41	4945	6464	923
		12 332		

Cet usage qui est général pour tous les ouvriers, sans exception, dans cette région, fut inauguré par un industriel de Roanne en 1879, dans le but de permettre aux ouvrières employées toute la semaine à l'usine de s'occuper des soins du ménage le samedi après-midi pour avoir le temps de se conformer, le dimanche aux prescriptions de leur religion.

Ce fut, on le voit, une initiative purement religieuse qui conduisit M. Grenot, — c'est le nom de l'industriel dont nous avons déjà parlé en citant M. Fénelon Gibon — à accorder à ses ouvrières le repos du samedi après-midi.

Il est vrai que M. Grenot avait, au début, compensé en partie la réduction de la durée du travail en prolongeant d'une demi-heure la jour-

née de travail des cinq premiers jours de la semaine. Mais il ne tarda pas à renoncer à cette compensation, sentant qu'elle était inutile. D'autres industriels suivirent, un an après, l'exemple de M. Grenot. Toutes les usines n'avaient point adopté ce régime, quand éclata une grève générale. Le chômage du samedi soir fut au nombre des revendications des ouvriers et les patrons durent céder, s'engageant à ne supprimer que douze fois par an, et en cas de nécessité, le repos du samedi. En réalité, dans la pratique, on n'a jamais recouru ou presque à cette dérogation. La Semaine anglaise est la règle de l'industrie des cotonnades dans toute la région roannaise. Nous arrivons enfin à un troisième groupe d'établissements qui, en 1903, appliquait aussi à ses ouvriers et employés, le repos du samedi après-midi. Il était composé par des maisons d'origine étrangère : anglaise, américaine, hollandaise. On en comptait dix avec un personnel d'environ quinze cents ouvriers. Parmi ces maisons, l'on comptait deux fabriques d'ébénisterie et de tapisserie, une fabrique de caoutchouc, une de tapis en linoléum, une teinturerie de coton en pièces, un constructeur mécanicien, une impression de tissus, toutes d'origine anglaise ; il y avait en outre une imprimerie de compagnie d'assurances américaine, et enfin une maison hollandaise faisant la taille de diamants. En dehors de ces trois grands groupes, on trouve encore quelques établissements jouissant du repos du samedi après-midi, ou tout au moins d'une diminution sensible d'heures de travail ce jour-là.

Dans une filature d'Angers notamment, occupant un personnel mixte de cent vingt-cinq ouvriers, la cessation du travail a lieu à trois heures le samedi. Le patron profite de cet arrêt pour procéder au nettoyage des machines.

Dans l'Oise et les Vosges, certains établissements avaient établi le repos du samedi, mais dans un but spécial : on voulait diminuer la production.

Enfin l'enquête établissait que l'usage de faire cesser le travail le samedi après-midi était en

vigueur dans 451 manufactures ou industries et que 37.671 ouvrières en profitaient.

La statistique de la même époque donnant 310.216 établissements industriels occupant 2.885.832 personnes de tout âge et de tout sexe, l'usage du repos du samedi ne s'étendait, à cette date, qu'à 0,14 % des établissements industriels et à 1,32 % du personnel ouvrier.

Si l'on ne considère que les femmes, il était de 3,17 %. Quelques années plus tard, le mouvement sembla se mieux dessiner. En 1905, une maison d'automobiles, la maison Delaunay-Belleville accorda à son personnel la semaine anglaise de cinquante-cinq heures, dix heures par jour et cinq heures le samedi matin. La maison Niclausse à Paris et la Compagnie des freins Westinghouse, en Seine-et-Oise, ont également adopté ce régime.

En 1907, l'Union des Syndicats du tissage de la région lyonnaise obtenait, à la suite d'une grève, du syndicat patronal, que pendant les mois d'été, du premier mai au premier octobre, les usines arrêtaient le samedi à onze heures du matin. L'accord était relativement facile à réaliser, car là, comme à Roanne, la majorité des ouvriers employés était logée à l'usine et partait tous les samedis soirs passer en famille la journée du dimanche.

En 1912, sur l'ordre du Ministre du Travail eut lieu une nouvelle enquête sur la question de la réduction de la durée du travail dans l'industrie, le samedi après-midi. (1)

Une circulaire détaillée fut envoyée aux Chambres de Commerce, Chambres consultatives des Arts et Manufactures, Bourses du Travail, Commissions départementales, Syndicats professionnels patronaux et ouvriers de l'industrie, 1.288 organisations retournèrent leurs réponses au questionnaire qui leur avait été adressé.

(1) Bulletin du Ministère du Travail. (Ancien Bulletin de l'Office du Travail) Octobre 1913.

La première question posée était celle-ci : « Dans votre industrie, la pratique de la réduction du travail à moins de dix heures, le samedi, existe-t-elle pour les femmes ? » Sur 881 organisations qui ont répondu à cette question, 171 disent qu'une réduction du travail existe le samedi pour les ouvrières.

Dans ces 171 réponses figurent des Chambres de Commerce, des Bourses du Travail, des Syndicats patronaux et ouvriers. Sur la question de l'application de la réduction de la journée du travail le samedi pour les enfants, pour 1005 réponses ouvrières et patronales, 172 déclarent que la réduction de la durée du travail le samedi est appliquée aux enfants. A la question de l'application de la réduction de la journée du travail le samedi aux adultes, sur 1119 réponses, 190 déclarent que l'application existe. Dans ce chiffre, à côté de 133 Syndicats ouvriers et Bourses du travail, figurent 17 Chambres de Commerce et 31 Syndicats patronaux. Ces chiffres prouvent qu'il y a en France, dans l'industrie, un commencement d'application du repos du samedi après-midi et que ce repos est appliqué aussi bien aux femmes et aux enfants qu'aux adultes.

Voici d'ailleurs, par ordre alphabétique, dans quels départements et dans quelles industries a été appliquée la Semaine Anglaise :

Aisne: industrie des métaux et mégisserie. — Ardèche: filature et moulinage de soie. — Aveyron: menuiserie. — Bouches-du-Rhône: carrières. — Charente: tonnellerie. — Drôme: aucune indication professionnelle. — Eure: bâtiment. — Gard: carrières, une fabrique de réglisse. — Haute-Garonne: chaussures. — Gironde: éclairage électrique. — Hérault: une chocolaterie. — Indre: bijouterie. — Indre-et-Loire: cartonnage. — Isère: ganterie, tissage, taille de pierre. — Jura: diamant, bâtiment. — Loire: mine, verrerie, tissage de coton, tissage de rubans. — Haute-Loire: tissage de rubans. — Loire Inférieure: cordonnerie. — Loiret: une fabrique de corsets. — Marne: une fabrique du textile. — Meurthe-

et-Moselle: décorateurs sur verre, bâtiment. — Nièvre: fabrique de limes. — Nord: 3 établissements (Chambre de Commerce de Valenciennes), certains établissements (Bourse de Travail de Lille), fabriques de sabots, un établissement de lissage (Syndicats ouvriers). — Oise: tabletterie. — Orne: une filature de coton (en été), maisons de coutures. — Pyrénées Orientales: industrie du liège. — Rhône: certains établissements (Bourse du Travail de Lyon), bijouterie, 6 établissements (Syndicat patronal), coupeurs en chaussures, dessinateurs en nouveautés, maisons de soieries, cartonnages, tissages de soie dans 3 localités, moulinage de soie (1 localité). — Saône-et-Loire: fabriques de sabots. — Haute-Savoie: diamant. — Seine: maisons de corsets, fabriques de tissus élastiques, quelques établissements dans la construction mécanique, la bijouterie, l'ameublement, l'habillement, les dentelles et broderies, les dessinateurs industriels, le tissage, la broserie, la sellerie, la mégisserie, les cycles et automobiles, la tonnellerie, les fabriques de papiers et cartons, les maisons de coloristes. — Seine-et-Marne: diamant. — Seine-Inférieure: une filature et tissage de coton et une entreprise de bâtiment. — Somme: 4 établissements dont une maison de construction mécanique. — Haute-Vienne: une fabrique de porcelaine. — Territoire de Belfort: une maison de construction mécanique.

En outre, 102 organisations déclarent que l'application de la Semaine anglaise est générale dans leur localité pour leur profession et 94 autres que la Semaine anglaise n'est pratiquée que dans un certain nombre d'établissements. L'application est générale pour la profession dans les cas suivants: Aveyron: menuisiers de Millau. — Gard: carriers de Salinelles. — Indre-et-Loire: fabriques de cartons de Tours. — Isère: tailleurs de pierre de Porcieu-Amblagnieu. — Loire: fabriques de cotonnades de Roanne et la région. — Rhône: coupeurs en chaussures de Lyon. — Haute-Savoie: diamantaires de Tanninges. — Seine: maisons de corsets de Paris.

Les autres cas ayant une certaine importance

sont: Bouches-du-Rhône: carriers de Fontvieille. — Isère: 4 fabriques de gants de Grenoble. — Jura: 28 maisons de taille du diamant à Saint-Claude. — Loire: plusieurs tissages de rubans à St-Etienne. — Rhône: (Lyon) 35 % des maisons de dessinateurs en nouveautés, 6 maisons de bijouterie, presque toutes les fabriques de soieries, surtout de mai à septembre. — Seine: 14 maisons de sellerie à Paris et 10 % des fabriques de tissus élastiques.

Les inspecteurs du travail ont relevé avec soin, pour chaque établissement, la durée du travail et l'heure à laquelle le travail se termine le samedi.

La durée du travail le samedi est connue pour 392 établissements. Cette durée est de quatre heures dans 92 établissements, ou 23 %; de quatre et demie dans 12; de cinq heures dans 86 (21 %); de cinq heures et demie et six heures dans 54; de six heures et demie, sept heures ou sept heures et demie dans 24 et de huit heures dans 124 ou 31 % des cas signalés.

Le travail prend fin le samedi à onze heures et demie du matin dans 32 établissements; à midi, dans 195, soit exactement la moitié; à midi et demie et une heure dans 16; à deux heures, deux heures et demie et trois heures dans 11; à quatre heures dans 70 (17 %); à quatre heures et demie dans 1; à cinq heures du soir dans 64 ou 16 % des cas signalés et à six heures du soir dans 1 établissement. La durée du travail le samedi est de cinq heures et demie dans 5 tissages de coton, de six heures dans 23 et de huit heures dans 47; le travail se termine à midi dans les 28 premiers établissements et à quatre heures du soir dans les 47 autres.

On travaille quatre heures le samedi dans 20 tissages de soie; six heures dans 1; sept heures dans 3 et huit heures dans 16; le travail est arrêté à midi dans les 21 premiers établissements, à quatre heures dans 3 et à cinq heures du soir dans les 16 autres tissages. Dans 34 bijouteries de Paris, on travaille le samedi pendant quatre heures en hiver et cinq heures en été;

la fermeture a lieu à midi pendant les deux saisons. Dans les 10 établissements de construction mécanique situés dans la région parisienne, on travaille le samedi pendant cinq heures (5 établissements) et cinq heures et demie (les 5 autres) et la fermeture a lieu pour tous à midi.

Les 28 ateliers de taille du diamant, à Saint-Claude, travaillent le samedi pendant quatre heures trois quarts en été (fermeture à midi moins un quart) et pendant six heures trois quarts en hiver (fermeture à quatre heures du soir). Enfin dans les 46 fabriques de bouchons de la région de Bordeaux, la durée du travail le samedi est de huit heures et le travail est arrêté à cinq heures du soir.

A titre de renseignements complémentaires, voici quelques observations faites, au cours de leur enquête, par les inspecteurs du travail.

L'inspecteur divisionnaire de la région de Paris constate que 125 établissements ont adopté la Semaine anglaise. Mais parmi ces établissements, un certain nombre ne la pratiquent qu'une partie de l'année, généralement pendant la belle saison. L'inspecteur divisionnaire de la région de Dijon constate que 32 établissements ont adopté la Semaine anglaise. Un compte 305 ouvriers adultes.

L'inspecteur divisionnaire de la région de Nancy constate que dans un certain nombre de localités importantes — usines textiles et ateliers de construction mécanique à St-Quentin; industrie du bâtiment et ateliers de construction mécanique à Reims; fonderies, ateliers de ferronnerie, boulonneries de la vallée de la Meuse ardennaise; fabrication de la chaussure à Nancy — il est d'usage depuis fort longtemps de ne faire, le lundi, qu'une journée réduite; dans un certain nombre d'établissements, le travail est même totalement suspendu le lundi après-midi. Dix établissements ont réduit la durée du travail le samedi.

Dans la région de Rouen, une manufacture d'impressions sur étoffes a dû abandonner la

pratique du repos du samedi en 1909, pour pouvoir soutenir la concurrence des établissements similaires qui ont toujours fait la semaine complète. Elle reviendrait volontiers à l'organisation du samedi après-midi si les établissements similaires adoptaient la même mesure. L'inspection divisionnaire de Nantes indique qu'il existe 5 établissements où le samedi la durée du travail est inférieure à celle des cinq premiers jours de la semaine.

Dans une usine métallurgique de la Seine-Inférieure, où les ouvriers des laminoirs sont répartis en trois équipes, la dernière des trois équipes cesse le travail le samedi à 14 heures et ne revient à l'usine que le lundi matin à 6 heures.

Dans la région de Bordeaux, la pratique de la Semaine anglaise a été adoptée toute l'année, dans une fabrique anglaise de capsules métalliques. Elle l'est aussi, mais temporairement, dans une autre fabrique de capsules. 36 fabriques de bouchons et 1 moulinage de soie réduisent de deux heures, la durée du travail le samedi.

L'inspecteur divisionnaire de la région de Toulouse rapporte que les 12 fromageries industrielles de Roquefort ont organisé, depuis de longues années, la Semaine anglaise pour permettre aux ouvrières recrutées dans les environs et logées en grande partie par ces établissements d'aller passer le dimanche dans leurs familles. Dans 10 fromageries la durée du travail est de cinq heures le samedi et le travail prend fin à onze heures du matin; dans les deux autres, on travaille pendant six heures et l'arrêt a lieu à deux heures après-midi.

Il y a lieu de noter une organisation particulière qui a été adoptée dans l'industrie de la mégisserie à Graulhet (Tarn.) A la suite d'une grève survenue en 1910 et motivée par le refus des patrons d'accepter une demande de réduction de la journée de travail formée par les ouvriers, il a été convenu, à titre transactionnel, que pendant six mois de l'année, du 1^{er} Avril au 30 Septembre, la journée de travail du premier

samedi de chaque mois se terminerait à onze heures du matin, soit cinq heures de travail, sans diminution de salaire pour les ouvriers.

Dans la région de Marseille, des essais intéressants ont été réalisés dans quelques localités de la Drôme et de l'Ardèche, dans des usines assez importantes de filature, de moulinage et de tissage de soie, dans une très importante maison de chapellerie et dans deux fabriques de carrelages de ciment. La réduction de la journée de travail le samedi, dans la plupart de ces établissements, a pour but essentiel de permettre aux ouvriers de se rendre le dimanche dans leurs familles dont ils sont restés éloignés toute la semaine.

Trois ateliers de Nice ont également adopté la Semaine anglaise.

Voici enfin, d'après le service de l'inspection, le régime de travail qui est pratiqué à Calais, dans les 650 fabriques de tulles et dentelles.

Chaque fabrique comprend des ateliers de préparation et des ateliers de finissage occupant des hommes, des femmes et des enfants et des ateliers de fabrication proprement dite qui n'emploient, sauf exception, que des hommes adultes.

Dans les ateliers de préparation et de finissage, le personnel travaille, pendant toute la semaine, de sept ou huit heures du matin, à sept ou huit heures du soir, avec deux heures de repos, et par conséquent, la Semaine anglaise n'est pas accordée à cette partie du personnel.

Dans les ateliers de fabrication, le travail est organisé de façon à assurer pendant 4 jours de la semaine, (le samedi et le lundi exceptés), une production de 20 heures sur 24, soit de quatre heures du matin à minuit. Sur chaque métier, les 20 heures de travail sont accomplies successivement par deux ouvriers, faisant chacun deux postes de travail, d'où l'habitude dans la profession de désigner cette organisation sous le nom de « travail par quart ». L'ouvrier A travaille de 4 à 8 heures et de 13 heures à 19 heures, soit un poste d'une durée de quatre

heures et un poste d'une durée de six heures. L'ouvrier B travaille de 8 heures à 13 heures et de 19 heures à 24 heures, soit deux postes d'une durée de cinq heures chacun. Chaque semaine, les deux ouvriers attachés à un métier alternent entre eux. La fabrication est arrêtée le samedi à 19 heures et elle n'est reprise que le lundi suivant à 8 heures. Cet arrêt de 37 heures ininterrompues comporte, outre le repos complet du dimanche, la suppression d'un poste de cinq heures le samedi soir et d'un poste de quatre heures le lundi matin. L'arrêt de fabrication assure, chaque semaine, à un ouvrier sur deux, un repos continu de quarante-huit heures, soit du samedi à 13 heures au lundi à 13 heures également. En effet, d'après l'exemple ci-dessus, l'ouvrier B travaille le samedi pendant cinq heures, de 8 heures à 13 heures; il est ensuite au repos jusqu'au lundi à 13 heures puisque : 1^o le poste de 19 à 24 heures est supprimé le samedi et que 2^o le poste de 4 à 8 heures le lundi, qu'il devrait faire d'après la règle de l'alternance, est également supprimé.

Quant à l'ouvrier A, il dispose d'un repos ininterrompu de 37 heures, du samedi à 19 heures au lundi à 8 heures. D'après ce roulement, la production de chaque métier est d'une durée de 111 heures par semaine; elle est assurée par l'ouvrier B pendant 55 heures et par l'ouvrier A pendant 56 heures.

En résumé, chaque semaine, une moitié des ouvriers de fabrication bénéficie d'un repos complet pendant l'après-midi du samedi, la journée du dimanche et la matinée du lundi; l'autre moitié dispose d'un repos de 37 heures, c'est-à-dire d'une durée normale.



CHAPITRE II.

- § I. — **Thèse des Patrons: objections générales et particulières contre le repos de l'après-midi du samedi.**
- § II. — **Leur réfutation. — Exemple venant de l'étranger. — Appréciations de chefs d'établissements appliquant la Semaine anglaise.**
- § III. — **Vœux proposés par les ouvriers à l'adoption du Conseil supérieur du travail.**

Thèse des Patrons

Objections générales et particulières contre le repos du Samedi après-midi

Les organisations patronales, il faut le reconnaître, sont en grande majorité hostiles au repos de l'après-midi du samedi, et font valoir, à cet effet, de nombreuses raisons dont M. Pralon nous fait connaître les principales dans un rapport par lui adressé au Conseil supérieur du Travail, au nom des membres patrons de la Commission permanente. (1)

« Ce que demandent sous le nom de Semaine anglaise, dit M. Pralon, les auteurs de deux propositions de lois déposées à la Chambre des Députés, comme la plupart des Syndicats ouvriers, guidés par la Confédération générale du Travail, c'est, pour l'ensemble des travailleurs

(1) Conseil supérieur du Travail. Rapport de M. Pralon. Session de 1913.

de tout âge et de tout sexe, le chômage de la demi-journée du samedi. Pour les cinquante-deux semaines de l'année, cela équivaldrait donc à supprimer vingt-six jours de travail, en sus des dimanches, des fêtes générales et locales, celles-ci de plus en plus nombreuses, donnant déjà lieu à des chômages ; autrement dit, cela reviendrait à diminuer la durée du travail en France, de la valeur d'un grand mois. Cette évaluation de l'énorme préjudice qu'on veut causer à l'industrie française est même encore trop faible, car le dénombrement des jours et des heures perdus est loin de pouvoir tout mesurer en ces sortes de choses ; il faut y ajouter toutes les charges qui résulteraient pour les diverses industries de l'obligation de répartir les frais généraux ainsi que les dépenses des mises en train et des arrêts sur une moindre durée du travail ; il faudrait encore pouvoir apprécier la répercussion qu'aurait, sur le coût de leurs approvisionnements, l'élévation du prix de revient de ceux des produits d'autres industries qui, pour elles, sont matières premières ou objets d'outillage. »

Et M. Pralon indique que risquer pareille aventure, même pour des résultats très avantageux d'ordre social et moral, serait d'une grave imprudence, « mais loin d'être évidents, dit-il, les avantages sociaux et moraux de la semaine dite anglaise sont fortement contestés ; et presque toutes les réponses patronales font au contraire ressortir les dangers d'ordre social et moral auxquels, en l'état actuel de notre pays, l'adoption d'une telle mesure exposerait une proportion malheureusement très forte des ouvriers et de leurs familles.

« Les périlleux aléas d'ordre économique auxquels les partisans de la Semaine anglaise veulent exposer l'industrie française seraient donc non seulement sans compensation, mais ils se compliqueraient d'une déplorable aggravation des plaies sociales que les promoteurs de la soi-disant réforme prétendent vouloir guérir et dont les patrons ne sont certes pas moins ardents qu'eux à souhaiter la disparition. »

Et pour montrer combien sont fondées les appréhensions patronales, M. Pralon passe en revue les divers arguments invoqués contre le régime du repos du samedi.

Le premier qui lui est fourni, est l'exemple de l'étranger où un grand nombre de législations ne limitent pas, à son avis, d'une façon générale, la durée du travail le samedi. Il en est ainsi notamment en Belgique, en Italie et en Autriche-Hongrie. Or étant donnés le voisinage et l'activité industrielle de ces pays, M. Pralon estime que leur concurrence ne doit pas être tenue pour négligeable, et que ce serait une faute de mettre en état d'infériorité vis-à-vis des industriels de ces nations, les industriels français.

D'ailleurs si l'on abandonne la législation, pour ne voir que la coutume nous ne trouvons guère, dit toujours M. Pralon, que l'Angleterre et les Etats-Unis pratiquant l'usage de l'arrêt du travail le samedi l'après-midi. Et le représentant des patrons à la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail ne voit là qu'un fait découlant des mœurs anglaises et de l'état de l'industrie de ce pays : « Le dimanche anglais, si différent des dimanches du continent et, en particulier, du dimanche français, faisait presque une nécessité de la cessation du travail le samedi dans l'après-midi, en même temps qu'il offrait une sérieuse garantie contre les inconvénients moraux si fortement redoutés ici. »

Puis plus loin : « L'industrie anglaise pouvait d'ailleurs plus aisément que toute autre offrir à ses patrons et ouvriers un tel supplément de loisirs ; il ne faut pas oublier qu'elle était, jusqu'à ces dernières années, merveilleusement favorisée comparativement à toutes ses concurrentes, par l'abondance de ses gisements de houille si aisément exploitables, par l'existence, à côté du charbon, de minerais variés ; par les facilités, longtemps hors de toute comparaison, que lui procura sa marine tant pour s'approvisionner de matières premières au-dehors que pour exporter ses propres produits ; par le caractère sérieux, discipliné et énergique ainsi que par l'habileté professionnelle de ses ouvriers ; enfin

par l'avantage que lui donne encore aujourd'hui sa situation insulaire en l'exonérant des lourdes charges du service militaire obligatoire. »

Quant aux arguments d'ordre social et moral, aux plaisirs familiaux, moraux, hygiéniques et reposants que doit procurer à la classe ouvrière, le repos du sameedi après-midi, tout cela n'est qu'illusion, dit le rapport de M. Pralon. Et celui-ci cite, à l'appui de son affirmation, l'opinion de la Chambre de Commerce de Rouen qui, après avoir rappelé le tableau charmant que les philanthropes font de l'emploi de l'après-midi du samedi par l'ouvrier dit : « Malheureusement, ce n'est là qu'un beau rêve, et si, tous, nous voudrions que ce tableau fût vrai, si nous appelons de tous nos vœux le jour où il deviendra une réalité, nous devons reconnaître que, dans l'état actuel des mœurs et des habitudes, dans ce pays où la consommation de l'alcool augmente chaque année, sa réalisation nous paraît assez éloignée.

L'oisiveté est mauvaise conseillère, et il est fort à craindre que le travailleur, au sortir de l'atelier, ne soit en butte à bien des tentations et qu'il ne rapporte au logis qu'une paye fortement amoindrie par des stations trop prolongées au cabaret.

Cette prétendue réforme moralisatrice irait donc à l'encontre de son but et, dans bien des cas, aboutirait au contraire à l'aggravation de la gêne du ménage et à la désunion de la famille. » (1)

La Chambre consultative des Arts et Manufactures de Vire pousse le même cri de détresse : « Si l'on veut en finir avec la race une bonne fois, c'est le cas, accordez la vacance du samedi à l'ouvrier. Femmes, enfants, adultes sont tous

(1) Réponse de la Chambre de Commerce de Rouen à l'enquête ordonnée en 1913 par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

à protéger contre l'alcool, » (1)

La Chambre de Commerce de Besançon n'est point d'un avis différent. « Enlever l'ouvrier à son travail un après-midi par semaine, en dehors du repos dominical, écrit-elle, ce serait l'envoyer une demi-journée de plus au cabaret, dans la majorité des cas. Ici, l'avis le plus important et le plus légitime est celui des femmes, des mères de famille. Le samedi soir après la paye leur est un moment trop cruel, pour qu'elles veuillent le faire commencer dès l'après-midi. » (2).

Pour ce qui est des facilités que le demi-chômage du samedi donnerait à l'apprentissage, en permettant aux jeunes ouvriers de fréquenter le samedi les cours professionnels et complémentaires et du concours efficace qu'apporterait l'adoption de la Semaine anglaise à la diminution du chômage, les patrons se refusent à les admettre. Pour eux, la question de l'apprentissage est trop complexe pour qu'on puisse la résoudre par un système quelconque. C'est un problème auquel il faut renoncer à trouver une solution générale. Chaque profession et chaque localité doivent être traitées comme un cas particulier.

L'appréhension du chômage ne saurait d'ailleurs être sérieusement envisagée, disent-ils, dans un pays où la main-d'œuvre est déjà tellement rare que l'une des grandes difficultés de l'industrie française est la pénurie d'ouvriers.

« Le fait est d'une notoriété incontestable, écrit M. Pralon. Tout le monde sait que c'est par dizaines de mille que les ouvriers étrangers, venant parfois de très lointains pays, doivent dans certains départements, combler les vides de la population ouvrière française. » Et M. Pralon,

(1) Réponse de la Chambre consultative des Arts et Manufactures de Vire à l'enquête ordonnée en 1913 par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

(2) Réponse de la Chambre de Commerce de Besançon, (même enquête).

à la fin de son rapport, conclut nettement au rejet ou à l'abandon de toutes propositions de lois ayant pour but l'introduction en France, de façon générale, de la Semaine anglaise.

Voici, fournis par l'enquête de l'Inspection du travail auprès des Chambres de Commerce, des Bourses de travail, des Syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers et des Commissions départementales du travail, quelques-uns des détails qui ont servi à M. Pralon à établir son rapport. (1)

L'opposition des Chambres de Commerce s'affirme nettement: sur 138 réponses portant sur la question de principe, 130 ou 94 % sont opposées à l'application de la Semaine anglaise aux hommes, 129 à l'application aux enfants et 126 ou 91 % à la Semaine anglaise pour les femmes. Les Chambres de Commerce des grandes villes et de la plupart des centres industriels sont dans l'opposition: Paris, Lyon. Lille et quatre autres Chambres de la région du Nord, (Douai, Roubaix, Tourcoing et Valenciennes), Saint-Etienne, Nantes et Saint-Nazaire, Reims, Nancy, Limoges et Fougères, Besançon, Bordeaux, Dijon, Le Havre, Montpellier, Rennes, Toulouse, Tours, etc...

La minorité favorable à la Semaine anglaise ne comprend que 8 Chambres de Commerce sur la question des hommes, 9 sur la question des enfants et 12 sur la question des femmes. Pourtant, plusieurs de ces Chambre de Commerce représentent des centres industriels importants: Rennes, Troyes, Armentières, Dunkerque, Béthune et Amiens. Trois d'entre elles (Troyes, Armentières et Amiens) demandent que la Semaine anglaise ne soit appliquée qu'en vertu d'une convention internationale. La Chambre de Commerce de Roanne se prononce pour la réforme afin d'uniformiser la pratique de la Semaine anglaise dans sa région et, en outre, de rétablir l'égalité dans la concurrence entre

(1) Bulletin du Ministère du Travail (ancien Bulletin de l'Office du Travail) octobre 1913.

les fabriques de cotonnades de sa région, qui pratiquent la Semaine anglaise et les fabriques des autres régions, qui ne la pratiquent pas. Celle de Nice favorable à la réforme estime que la loi devra tenir compte des nécessités de chaque profession.

Enfin, celle de Grenoble, qui s'est prononcée contre la Semaine anglaise, admet cependant que celle-ci pourrait être appliquée dans les fabriques de gants. Trente Bourses de Travail seulement ont pris part à l'enquête: 28 se sont prononcées pour l'application de la Semaine anglaise aux trois catégories de travailleurs, les deux autres se sont abstenues de répondre sur ce point.

Le courant général d'opposition à la Semaine anglaise constaté plus haut dans l'ensemble des réponses faites par les Syndicats patronaux, se retrouve également dans chacun des douze groupes professionnels. Sur la question relative à la Semaine anglaise pour les adultes, l'opposition est particulièrement accentuée dans les Syndicats de la construction (80 contre 2), dans les Syndicats des industries des métaux (80 contre 4), dans les Syndicats des industries textiles (44 contre 5) et dans les Syndicats du travail des étoffes (42 contre 4).

En ce qui concerne la Semaine anglaise pour les enfants, l'opposition est aussi forte que sur la question précédente, dans les Syndicats des industries textiles (44 contre 5), et presque aussi forte dans les Syndicats des industries des métaux (71 contre 5) et dans les Syndicats du travail des étoffes (40 contre 5); elle diminue sensiblement dans les Syndicats de la construction (55 contre 4). En ce qui concerne la Semaine anglaise pour les femmes, les résultats sont un peu différents. Dans chaque groupe de professions, la majorité des Syndicats se prononce contre la mesure, mais cette majorité est moins forte que sur les deux questions précédentes, dans presque tous les groupes. D'autre part, 28 0/0 des Syndicats ne se sont pas prononcés. Dans les textiles comme dans le travail des

La Semaine anglaise en France

étoffes, un septième des Syndicats admet la Semaine anglaise pour les femmes et six septièmes la repoussent. Dans les industries des métaux, 50 Syndicats se sont prononcés contre et 7 pour; un autre Syndicat du groupe a déclaré qu'on pourrait peut-être admettre la mesure pour les femmes. Les Syndicats des Filateurs de Reims, des fabricants de tapis de Tourcoing, des fabricants de soieries de Lyon, des imprimeurs de Besançon et des imprimeurs lithographes de Paris admettent la Semaine anglaise à la condition que le nombre total des heures de travail de la semaine ne soit pas diminué. Le Syndicat parisien des maisons de corsets en gros n'admet la Semaine anglaise que pendant la morte-saison.

Le courant en faveur de la Semaine anglaise dans les syndicats ouvriers, mis en évidence par les résultats globaux de l'enquête, se maintient dans neuf groupes professionnels sur douze et est particulièrement accentué dans plusieurs groupes en ce qui concerne les hommes adultes; toutefois, c'est aussi au sujet de ces derniers, que les syndicats ouvriers opposés à la mesure sont les plus nombreux, (95).

Dans les textiles, 85 syndicats se prononcent pour la Semaine anglaise en faveur des hommes et 8 syndicats se prononcent contre. Dans les métaux, on trouve 82 syndicats pour et 14 contre; dans les industries polygraphiques, 73 pour et 11 contre; dans la construction, 61 pour et 26 contre; dans les industries du bois, 47 pour et 14 contre.

Les chiffres ne sont pas très différents, en ce qui concerne les enfants: industries textiles, 87 syndicats pour et 5 contre; industries polygraphiques, 72 pour et 9 contre; industries des métaux, 71 pour et 8 contre; industries de la construction, 49 pour et 18 contre; industries du bois, 45 syndicats pour et 9 syndicats contre.

En ce qui concerne les femmes, le nombre des abstentions atteint 26 0/0, par suite, les avis favorables (399) et les avis opposés (50) sont

moins nombreux que pour les deux autres catégories de travailleurs. On compte dans les industries textiles, 89 syndicats pour la Semaine anglaise, 7 syndicats contre et 2 abstentions; 69 syndicats pour et 9 contre, dans les industries polygraphiques; 58 syndicats pour et 7 contre, dans les industries des métaux. Dans le travail des étoffes, qui occupe surtout des femmes, 34 syndicats se sont prononcés pour, 3 contre et 7 se sont abstenus.

Dans les Commissions départementales du Travail qui comprennent des patrons et des ouvriers, une majorité assez forte se prononce pour la Semaine anglaise en faveur des femmes et des enfants. En ce qui concerne les hommes, sur 66 opinions exprimées, 34 ou 51 % sont favorables et 27 ou 40 % sont opposées; 5 autres commissions ont émis des avis divers. 82 commissions se sont prononcées sur la question des enfants; 63 ou les 3/4 sont favorables, 15 ou 18 % sont d'un avis opposé et 4 ont émis des opinions diverses.

Sur la question des femmes, la majorité est encore plus forte: 68 pour ou les 4/5, 11 contre soit 13 % et 3 avis divers.

L'inspection du travail avait posé une question spéciale relative à une entente internationale. 373 organisateurs seulement ont exprimé leur avis sur le point de savoir si la Semaine anglaise ne doit être mise en vigueur qu'en vertu d'une entente internationale. 262 se sont prononcées pour l'utilité ou la nécessité d'une convention internationale dans le cas où la Semaine anglaise serait rendue obligatoire et 111 se sont prononcées contre. Mais ces avis pour et contre ont une signification très différente selon qu'ils ont été émis par une organisation favorable ou non à la pratique de la Semaine anglaise.

Sur les 52 Chambres de Commerce ayant exprimé leur avis, 9 d'entre elles se prononcent pour l'application de la Semaine anglaise en vertu d'une convention internationale et 34 autres, tout en repoussant la Semaine anglaise, estiment qu'elle ne devrait, le cas échéant, être

appliquée qu'après entente internationale. 9 Chambres sont irréductiblement opposées à la convention et à la Semaine anglaise.

Sur 12 Bourses de Travail, 9 déclarent que la Semaine anglaise doit être prescrite par une convention entre les divers pays et les 3 autres estiment qu'une telle entente n'est pas utile pour appliquer la mesure.

Les avis des 105 syndicats de patrons se répartissent ainsi: 18 syndicats approuvent la Semaine anglaise à condition qu'elle soit appliquée en vertu d'une convention, et 56, tout en réprouvant la Semaine anglaise affirment qu'elle ne devrait être rendue obligatoire que par une convention. 4 autres syndicats admettent la Semaine anglaise sans convention préalable et 27 repoussent à la fois la Semaine anglaise et la convention.

Sur 145 syndicats ouvriers, 76 subordonnent l'application de la Semaine anglaise à la signature d'une convention internationale et 60 estiment, au contraire, que la Semaine anglaise peut être prescrite sans convention. 4 syndicats opposés à la Semaine anglaise déclarent qu'elle ne devrait s'appliquer qu'en vertu d'une convention et 5 syndicats se prononcent à la fois contre la Semaine anglaise et la convention.

Enfin 52 Commissions départementales du Travail sont d'avis que la Semaine anglaise doit être établie par une convention internationale et 4 commissions opposées à la Semaine anglaise estiment qu'elle ne devrait être prescrite qu'en vertu d'une convention. 3 commissions pensent, au contraire, que la Semaine anglaise peut s'appliquer sans qu'il soit besoin de recourir à une entente internationale.



II. Réfutation des objections patronales

**Exemples venant de l'étranger. -- Appréciations
de Chefs d'établissements appliquant la
Semaine anglaise**

Nous avons vu, dans un Chapitre précédent, les raisons qu'invoquent les ouvriers, en faveur de la Semaine anglaise. Voyons maintenant les réponses et les réfutations qu'ils apportent aux objections des patrons et des associations qui ne partagent pas leur avis. Tout d'abord, en ce qui a trait à la crise de la main-d'œuvre, sans vouloir nier l'existence de cette crise, ils ne la considèrent pas comme aussi importante qu'on voudrait le faire croire. Ils pensent qu'avec une meilleure organisation du marché du travail, permettant une plus grande régularité dans la production, cette crise serait considérablement atténuée.

Puis, c'est l'augmentation du prix des produits qu'on fait valoir. Mais, n'est-ce pas là une loi naturelle, et toutes les charges imposées aux fabricants et aux négociants ne sont-elles pas, en fin de comptes, supportées par les consommateurs? Or, beaucoup de ces consommateurs sont des travailleurs et ce sont eux précisément qui réclament le repos du samedi. Leur voix peut et doit être entendue et écoutée.

A l'argument invoqué par les adversaires du repos du samedi et qui consiste à dire que si l'on donne quelques heures de liberté aux ouvriers le samedi, ils iront les passer au cabaret. M. Briat, au nom de ses camarades, réplique (1): « Nous avouons qu'il y a un trop grand nombre d'ouvriers qui fréquentent régulièrement les cabarets. Malheureusement, cette plaie de l'alcoolisme n'est pas le monopole des ouvriers, elle sévit dans toutes les classes de la société, et si l'on voit les bars remplis d'ouvriers à la sortie de leur travail, les cafés luxueux le sont

(1) Conseil supérieur du Travail. Rapport de M. Briat. Session de 1913.

par les bourgeois. Ce mal est un mal national et, pour le combattre, tous les hommes de cœur quelle que soit leur situation sociale, devront s'unir. Mais nous ne pensons pas que le repos de quelques heures données le samedi après-midi encourage l'alcoolisme. Nous avons toujours constaté, au contraire, que c'étaient les travailleurs exécutant les plus longues journées et les travaux les plus durs qui formaient la meilleure clientèle des cabarets. Ils ont une excuse, c'est que, généralement, la femme elle aussi travaille et que l'homme va au cabaret parce qu'il n'a pas l'intérieur agréable que nous cherchons à lui donner. Nous pensons que donner aux travailleurs, et surtout aux femmes, la possibilité de quelques heures supplémentaires de liberté, c'est un moyen de reconstituer un peu la vie de famille et peut-être de combattre l'alcoolisme.»

L'exemple de ce qui s'est passé en Suisse paraît devoir, sur ce point, donner raison à M. Briat. On avait en Suisse, comme en France, prétendu que si l'on accordait de nouveaux loisirs à l'ouvrier, seul le cabaret en profiterait.

En fait, voici ce qu'en 1908, à la suite d'une enquête ordonnée par le Gouvernement fédéral, écrit l'inspecteur de la 1^{re} circonscription: « Les plaintes sur le mauvais emploi de la liberté du samedi sont devenues plus rares... La fréquentation des écoles par les apprentis ou d'autres jeunes gens, dans l'après-midi du samedi, a fait des progrès » (1) Et la même année, l'inspecteur de la 3^e circonscription écrit de son côté: « Nous ajouterons encore quelques mots sur les expériences faites avec la liberté de l'après-midi du samedi. Les industriels ne se prononcent encore qu'avec quelque réserve; il paraît toutefois certain que nulle part on ne pense à revenir à l'ancien état de choses. Les inconvénients n'ont nulle part, en réalité, apparus ou n'ont au moins, en tout cas, pas apparus dans la mesure où on l'avait craint. Dans une fabrique de machines, on eut même une agréable surprise, lorsqu'au

(1) Rapports des Inspecteurs fédéraux, 1908-1909.

lieu des abus qu'on attendait spécialement, en ce qui concerne les jeunes gens, on a vu la discipline s'améliorer en même temps que ce que l'on appelait le « lundi bleu » cessait avec l'introduction du repos de l'après-midi du samedi. » (1)

Voici, d'autre part, deux déclarations patronales: en 1887, un fabricant suisse, M. Blocher, directeur d'une grande filature de soie, appréciait ainsi les effets qu'avait eus sur les ouvriers, la réduction de la journée de travail à onze heures, imposée par la loi du 23 Mars 1877 sur le travail dans les fabriques: « Les effets des prescriptions légales sont jusqu'à aujourd'hui plus remarquables au point de vue moral qu'au point de vue physique... Celui qui connaît les ouvriers peut clairement reconnaître que, depuis quelques années, ils s'occupent plus qu'auparavant des affaires publiques et qu'ils sont de plus en plus portés à prendre eux-mêmes la défense de leurs propres intérêts. Aussi longtemps qu'ils sauront montrer le tact et la mesure qu'ont observés leurs camarades Anglais, il n'y aura qu'à se féliciter des efforts qu'ils font ainsi pour s'assurer l'indépendance comme un des résultats de la loi sur les fabriques. On avait craint chez nous de voir ces ouvriers user du loisir que leur assure la limitation de la journée de travail, pour fréquenter plus souvent les cabarets et se livrer davantage à la débauche. Je n'ai rien remarqué de semblable. C'est lorsqu'on travaillait jour et nuit que j'ai constaté le plus grand libertinage. Alors se commettaient les fautes les plus graves, non seulement le dimanche et le soir, mais même à l'atelier, pendant le travail. La faute, sans doute, n'en était pas tout entière au travail, beaucoup trop long et trop fatigant, mais la mise en pratique d'une journée plus courte a eu pour conséquence l'introduction d'une discipline plus forte et depuis, l'ivrognerie a été ramenée au minimum. » (2) A la suite de l'introduction de la journée de huit heures, pour un certain nombre de ses ouvriers, un industriel

(1) Rapports des Inspecteurs fédéraux, 1908-1909.

(2) Propos rapportés par M. R. Jay.

belge M. Fromont, écrivait ceci: « Un autre résultat appréciable a été atteint: l'usage clandestin à l'usine de boissons alcooliques a été complètement extirpé et même en dehors de l'usine, on peut dire que l'ivrognerie a presque totalement disparu.

Ces habitudes repréhensibles ont fait place à la sobriété, à l'ordre, à la bonne tenue et à la propreté. Il est réellement intéressant d'assister à la sortie de nos ouvriers lorsqu'ils quittent l'usine, une fois leur labeur accompli. On est frappé par leur allure convenable et leur grande propreté. Aucun d'entre eux ne voudrait quitter l'établissement sans s'être soigneusement lavé et sans avoir changé ses vêtements de travail contre d'autres qui, quoique modestes, sont d'une irréprochable propreté. Cette constatation a été faite maintes fois par des personnes étrangères qui émettaient les appréciations les plus élogieuses au sujet de notre personnel. Dans l'usine, comme en dehors de l'usine, l'esprit de nos ouvriers s'est notablement modifié. La discipline y a beaucoup gagné, car elle n'est plus basée sur la crainte des supérieurs et l'appréhension des amendes, mais elle s'étaye sur la confiance et l'attachement réciproques des ouvriers et des chefs. Il est curieux de constater comment les ouvriers nouvellement arrivés, subissent à leur insu, la contagion de l'exemple, de ce que nous oserions appeler « l'esprit de la maison » et combien rapide est leur adaptation aux habitudes nouvelles. Ceux chez qui ces qualités existent à l'état potentiel ne résistent pas à l'entraînement général de leur entourage et leurs bonnes dispositions ont tôt fait de se manifester, tandis que les mauvais éléments, réfractaires à toute influence salutaire, s'accommodent mal du voisinage nouveau; ils s'y sentent gênés dans leurs entournures et, de leur propre chef, ils s'éliminent d'un milieu où ils se sentent si mal à l'aise. » (1)

(1) Fromont. La journée de 8 heures dans l'industrie chimique et métallurgique, Liège, 1905.

Réfutation des objections patronales

Telles sont les réfutations apportées par les ouvriers aux avis défavorables à la Semaine anglaise.

Nous croyons intéressant de les compléter par quelques appréciations de chefs d'établissements ayant pratiqué chez eux cette réforme, et de sociétés ouvrières de production l'appliquant à leur personnel. Les unes et les autres nous paraissent constituer des documents d'un enseignement utile.

La Société mécanique de précision à Clichy (Seine) :

« Depuis la promulgation de la loi sur le repos hebdomadaire, qui oblige la plupart des magasins à fermer le dimanche, il arrivait fréquemment que des ouvriers nous demandaient l'autorisation de s'absenter une demi-journée dans le courant de la semaine, en donnant comme motif la nécessité de faire des achats qu'ils ne pouvaient plus faire le dimanche. Comme ces absences individuelles, fréquemment répétées, désorganisaient le travail de l'atelier, nous avons décidé d'accorder à tous nos ouvriers l'après-midi du samedi, en augmentant d'une heure la durée du travail des autres jours de la semaine. Cette mesure a été favorablement accueillie par notre personnel et nous n'y avons, pour notre part, trouvé que des avantages. »

L'Eclairage électrique, Colombes (Seine) :

« Nous appliquons la Semaine anglaise depuis le mois de Mai 1910; ce mode de travail est très apprécié par notre personnel. La durée du travail était, avant l'application de la Semaine anglaise, de 54 heures par semaine et nous avons conservé le même nombre d'heures de travail, notre personnel rentrant plus tôt le matin de manière à être occupé pendant 54 heures, l'atelier étant arrêté le samedi à midi. »

Société anonyme des anciens établissements
L. Chambon (machines et appareils automatiques pour les industries du papier),
(Paris):

« Nous avons appliqué la Semaine anglaise

dans le courant de l'année 1906. Nous avons toujours été et sommes très satisfaits de ce système. »

Société des anciens établissements Hotchkiss
(matériel de guerre, voitures automobiles).
St-Denis (Seine):

« L'application de la Semaine anglaise dans nos usines existe depuis le mois de juin 1906. Ce mode de travail paraît rallier les suffrages de la généralité des ouvriers. Dès le début, pour compenser, — au moins partiellement — la diminution des heures de travail de la semaine, nous avons porté la durée du travail journalier normal de dix heures à dix heures et demie, de sorte que la durée du travail hebdomadaire est de 58 heures. »

Société des générateurs inexplosibles, J. et A.
Niclausse, (Paris):

« Notre maison pratique la Semaine anglaise depuis 15 années environ. Nos ouvriers travaillent donc 55 heures par semaine (5 journées de dix heures et cinq heures le samedi matin); le samedi après-midi, les contremaîtres et quelques ouvriers formant équipe spéciale sont chargés du nettoyage général et de l'entretien. »

Manufacture de porcelaine Bawo et Dotter.
Limoges :

« C'est la deuxième année que nous observons la Semaine anglaise. Ce n'est que du 1^{er} Mai au 15 Septembre environ, c'est-à-dire pendant les grandes chaleurs. Le personnel paraît en être très content et il ne demande qu'à continuer. Nous n'aurions aucune objection à ce que l'on la maintienne pendant toute l'année, si tout le monde se décidait à suivre le mouvement. »

Manufacture de soies grèges et organsins Louis
Blanchon, St-Julien en St-Alban (Ardèche):

« Ce n'est pas tout à fait la Semaine anglaise qui est pratiquée chez moi. La plupart des ouvriers que j'occupe étant étrangers à la commune, sont logés dans les dépendances de l'usine. Pour leur permettre de rentrer dans leur famille

Réfutation des objections patronales

tous les huit jours et afin qu'ils puissent y passer la journée entière du dimanche, depuis longtemps, tout le personnel quitte l'usine à deux heures l'après-midi du samedi. Il va sans dire que cette mesure est également très appréciée par les familles demeurant dans la localité, car cette demi-journée de liberté leur permet de vaquer à leurs occupations personnelles et de consacrer au repos la journée du dimanche. »

Manufacture de chocolat Mette fils, Montpelier :

« Il est exact que la semaine, dite anglaise, soit pratiquée dans mon usine, et cela depuis le 19 Juin 1911. Avant cette époque, et depuis 1894, la journée était de 8 heures chez moi. Depuis le 19 Juin 1911, le travail commence : le lundi à 8 heures du matin jusqu'à 12 heures ; repos de 12 à 14 heures ; repas pris en dehors de l'usine ; reprise du travail à 14 heures et fin de la journée à 18 heures. Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi le travail commence à 7 heures et se termine aux mêmes heures que le lundi. Le samedi le travail commence à 7 heures et se termine à 12 heures. Le repos est complet du samedi 12 heures au lundi suivant 8 heures. Le rendement est sensiblement le même et les salaires payés comme par le passé. Les employés y gagnent un peu plus de repos et je fais pour mon compte une économie de combustible, huile de graissage, etc... De plus, si une réparation s'impose à la machinerie et qu'elle ne puisse être faite moteur en marche, je profite du samedi l'après-midi pour mettre le tout en état et, dans ce cas, il est payé un supplément aux ouvriers mécaniciens ou il leur est donné une demi-journée ou une journée supplémentaire à leur choix. »

Manufacture de caoutchouc Goodrich, Colombes (Seine) :

« Nous avons, en effet, dès l'ouverture de notre usine, décidé de ne travailler que cinq jours et demi par semaine et de donner aux ouvriers la liberté du samedi après-midi. Nous estimons que cette mesure est avantageuse en ce qui

concerne la santé et le bien-être des ouvriers. Au début, étant donné nos habitudes françaises, notre décision a paru étrange, mais nous ne doutons pas qu'avec le temps nos ouvriers apprécieront tout l'avantage de cette mesure. »

Dans un établissement de matériel téléphonique la Semaine anglaise est pratiquée depuis deux ans. Le repos du samedi après-midi est accordé au personnel du service technique et du service commercial, tandis que le personnel, ouvriers et employés des ateliers a continué à travailler toute la semaine jusqu'au mois d'avril dernier, où cette maison a généralisé la mesure. Les employés des services technique et commercial, qui sont tous payés au mois ou à la semaine, ont été enchantés de la mesure prise. Il en est de même du personnel de l'usine payé au mois ou à la semaine, qui comprend les employés et les contremaîtres et certains chefs d'équipe. Quant aux ouvriers et ouvrières qui sont payés à l'heure, la maison n'a pas trouvé d'opposition de leur part; il est vrai que la plupart d'entre eux travaillant aux pièces gagnent plus, même avec le repos du samedi après-midi, qu'ils ne gagneraient en travaillant à l'heure la semaine entière. Avant de généraliser la mesure, un grand nombre d'ouvrières manquait au moins une demi-journée par semaine pour leurs affaires personnelles, et, à plusieurs reprises, des pétitions signées par un grand nombre d'entre elles réclamaient la demi-journée du samedi. Depuis l'introduction de la Semaine anglaise, le nombre des absences a de beaucoup diminué parmi les ouvrières. En ce qui concerne les relations avec les clients et les fournisseurs, cette maison déclare ne pas avoir eu de difficultés, car ils ont appris rapidement le nouveau règlement, sans qu'on ait eu à les avertir autrement que par téléphone, quand l'occasion se présentait.

Dans une fabrique de chaussures du midi de la France, la Semaine anglaise existe également depuis trois ans, mais en partie seulement, en Juin, Juillet, Août et Septembre.

Le travail qui, d'ordinaire, va de 7 heures à

7 heures avec deux heures de repos, de midi à 2 heures, commence le samedi, en Semaine anglaise, à 6 heures du matin et cesse à 1 heure, soit 7 heures au lieu de 10 heures. Grâce à une organisation spéciale, la production a peu souffert sur les autres jours. Par contre, excellent résultat au point de vue sanitaire. Quant aux salaires, — le point délicat — la maison a cru être dans le vrai en payant les trois heures non passées à l'usine au personnel au mois, à la semaine et à la journée, mais pas au personnel aux pièces, car celui-ci rattrape très facilement au cours de la semaine, le peu de temps perdu. Tous les samedis et veilles de fêtes civiles ou religieuses, le travail s'arrête une heure plus tôt, c'est-à-dire à 6 heures au lieu de 7 heures, afin de permettre au personnel de faire ses emplettes dans les magasins avant de rentrer chez lui et de respecter ainsi le repos dominical. Cette heure est également payée aux mêmes catégories que ci-dessus.

La Semaine anglaise est aussi pratiquée dans certains tissages de la région du Nord. Le tissage mécanique à Marquette-lez-Lille, l'a établie, parce que la coutume était de chômer tous les lundis à partir de 4 ou 5 heures; cela donnait l'occasion aux ouvriers de faire du mardi un deuxième lundi, ce qui était détestable tant au point de vue moral qu'au point de vue de la production. Un grand nombre de femmes étant employées, il fut décidé, lors de l'application du repos hebdomadaire, qui privait la ménagère des facilités qu'elle avait autrefois de faire ses emplettes le dimanche matin, et pour lui permettre de faire le samedi après-midi tous ses travaux ménagers, de terminer le travail tous les samedis à midi et demi. En revanche, l'arrêt du lundi fut supprimé et il fut entendu qu'aucun arrêt ne serait toléré au cours de l'année, en dehors des jours fériés, et que la fermeture du samedi à midi et demi serait reportée à cinq heures les semaines où tombait un jour de fête, de manière à compenser un chômage qui, de ce fait, serait exagéré. La production s'est maintenue au moins au même niveau, parce que, de l'aveu même des employeurs, l'ouvrier rendait

plus et dans de meilleures conditions. Les avis des sociétés ouvrières de production ne diffèrent pas.

L'Industrie Mécanique à Paris dit: « En 1908, nous avons commencé à faire la Semaine anglaise, mais seulement pendant la saison d'été et à titre d'essai... En 1909, nous l'avons appliquée sans interruption; tout le monde en a été satisfait. Nous ne cesserons pas de l'appliquer, car à notre avis, cette façon d'opérer convient à tout le monde et permet à tous de profiter du dimanche et surtout aux camarades chargés de famille. Nous avons pas mal de camarades qui, le dimanche gardaient les gosses, la femme étant au lavoir: aujourd'hui, c'est l'opération du samedi. Nous n'avons pas crainte que la production diminue: au contraire, elle est plus intense que jamais, et plus la journée sera courte, plus le produit de l'heure sera grand... Les longues journées semblent devoir donner des résultats plus grands, c'est une erreur très grande. »

La Société coopérative des Ouvriers diamantaires, « Adamas » près de St-Claude (Jura) annonce qu'elle appliquera la Semaine anglaise l'été prochain.

La Felletinoise, Coopérative ouvrière diamantaire à Felletin (Creuse) applique la Semaine anglaise depuis le début où elle a été pratiquée dans cette industrie (1^{er} Octobre 1909). Elle évite ainsi, dit-elle, la surproduction qui se faisait de plus en plus sentir et occasionnait des chômages.

Enfin, la Chocolaterie et Confiserie ouvrière du Pré St-Gervais affirme que chez elle, l'application de la Semaine anglaise n'a nullement entraîné une baisse de production. Elle a quelques petits inconvénients pour la livraison, mais qu'il serait facile d'éviter, si la mesure était appliquée partout. Et elle croit que si les industriels étudiaient bien la question, ils y trouveraient du bénéfice et un peu plus de loisirs pour se reposer, tandis que, de son côté, l'ouvrier aurait plus de cœur au travail.

L'Etat lui-même, à titre d'encouragement et

d'exemple et pour entraîner à sa suite, sans doute, l'industrie privée a décidé de donner aux femmes employées dans les ateliers du Ministère des Finances, le repos de l'après-midi du samedi. Il a pris la même décision en ce qui concerne les femmes employés dans les ateliers des Postes, Télégraphes et Téléphones. (1) Telle est, à l'heure actuelle, la situation résultant de l'enquête à laquelle se sont livrés les ouvriers eux-mêmes sur la question du repos du samedi l'après-midi.

III. Vœux proposés par les ouvriers à l'adoption du Conseil Supérieur du Travail

D'une manière générale, les réponses recueillies et les renseignements communiqués sont favorables à cette mesure. Aussi le porte-paroles des ouvriers auprès du Conseil supérieur du Travail insiste-t-il pour que l'on examine bien-veillamment, pour chaque catégorie de travailleurs, l'application de l'organisation nouvelle. Pour la femme, il reconnaît que l'idéal serait qu'elle restât au foyer familial pour veiller sur sa famille. « Mais puisque malheureusement, la lutte pour la vie l'a jetée dans l'industrie, nous devons essayer, écrit-il dans son rapport, par des mesures légales et obligatoires, d'en atténuer pour elle, les mauvais effets. La journée légale actuelle pour la femme est de dix heures. C'est dix heures de présence à l'atelier, auxquelles il faut ajouter le temps des repas, et celui nécessaire à se rendre du domicile à l'atelier, ce qui sans exagération, peut faire évaluer à douze heures au minimum, l'absence journalière de la femme de son intérieur. Cette situation est-elle un bien, nous ne le pensons pas et croyons que tous les hommes de cœur qui cherchent la reconstitution du foyer familial doivent s'unir, quelle que soit leur condition sociale, pour imposer obligatoirement le repos du same-

(1) Conseil supérieur du Travail. Session de 1913.

di après-midi aux femmes employées dans l'industrie. » Pour les enfants et les adultes, M. Briat, dans les conclusions de son rapport, énumère à nouveau, tous les avantages qu'ils retireraient du chômage du samedi.

C'est, pour les jeunes ouvriers, la possibilité de suivre des cours théoriques indispensables pour compléter leurs connaissances professionnelles, c'est la faculté d'employer quelques instants à des soins d'hygiène que, faute de temps, ils ne prennent pas du tout ou pas assez.

C'est pour les hommes, la liberté de faire leurs achats, de s'occuper de leurs affaires et de tout ce qui peut intéresser leur profession. C'est enfin la journée complète du repos hebdomadaire consacrée à leur famille.

Et alors, M. Briat propose au Conseil supérieur du Travail, l'adoption des vœux suivants :

« La journée légale du travail pour les femmes et les enfants de moins de dix-huit ans employés dans l'industrie, reste fixée, pour les cinq premiers jours de la semaine, à dix heures. Le samedi, le travail sans exception, devra cesser à midi.

« La journée de travail des hommes adultes employés dans l'industrie, reste soumise, pendant les cinq premiers jours de la semaine, aux règles établies par le décret du 9 Septembre 1848, modifié par l'article 2 de la loi du 30 Mars 1900.

« Le samedi, dans les industries qui seront déterminées par la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail, le travail pourra cesser, pendant toute l'année, ou seulement une partie de l'année, le samedi après-midi.

« L'heure de cessation du travail sera arrêtée, d'un commun accord, entre les syndicats patronaux et ouvriers de la ville ou de la région, ou à défaut, par les Conseils de prud'hommes. » (1)

(1) Conseil supérieur du Travail. Rapport de M. Briat. Session de 1913.

CHAPITRE III.

L'Œuvre du Législateur

§ I. — Propositions de loi de Mun.

§ II. — La loi du 2 Novembre 1892.

§ III. — La loi du 30 Mars 1900.

§ IV. — Proposition de loi Waddington.

§ V. — Propositions de loi Vaillant, Delahaye
et Nègre.

§ VI. — Nouvelle proposition de loi de Mun.

§ VII. — Proposition de loi de la Commission
du Travail de la Chambre.

I. -- Propositions de loi de Mun

Nous venons de voir, comment à la suite de la campagne menée par les organisations ouvrières, quelques patrons et chefs d'établissements avaient fait bénéficier de la Semaine anglaise, tout ou partie de leur personnel. Recherchons maintenant quel est l'état de la question au point de vue législatif.

L'un des premiers parlementaires qui se soit intéressé au repos du samedi après-midi est, sans conteste, M. Albert de Mun, député du Finistère.

Dès le 20 Février 1886, M. de Mun, en compagnie de MM. Freppel, de Belizal, Boscher-De-langle, Larère, Hillion, de Piersauson et Le Cour, députés, déposait sur le bureau de la Chambre,

une proposition de loi ayant pour but la protection des ouvriers par la réglementation du travail.

Il indiquait la nécessité, tant au point de vue physique qu'au point de vue moral, de ne pas condamner les ouvriers tous les jours de la semaine à un labeur incessant et de leur accorder le repos du dimanche.

Et pour que ce repos si mérité soit réellement rendu efficace, M. de Mun demandait qu'on le fît partir du samedi après-midi.

« Pour que ce repos si bien gagné, disait-il, ne devienne pas un leurre dans la pratique, pour que cette proposition si légitime, si bien-faisante, soit sérieusement exécutée, nous avons cru qu'il y avait lieu de décider que les samedis et veilles de jours de fêtes, le travail industriel ne pourrait excéder huit heures, y compris les travaux de nettoyage, de réparation, de rangement, sauf dans les usines à feu continu. Dans celles-ci, où des considérations de force majeure s'opposent à l'interruption du travail, nous demandons que les ouvriers aient au moins un dimanche libre sur deux. » (1)

Cette proposition fut renvoyée à une commission d'études qui l'enferma dans ses cartons d'où elle ne sortit jamais. M. de Mun revint à la charge et le 7 Décembre 1889, il déposait sur le bureau de la Chambre une nouvelle proposition portant aussi les signatures de MM. de Ramel, Geoffroy de Montalembert, Thellier de Poncheville, Le Cour, Brincard, de Montsaunin, députés. Cette fois, M. de Mun poursuivant toujours la même idée, la présentait cependant sous une forme nouvelle. Il demandait l'adoption de la Semaine anglaise. Il fixait un maximum hebdomadaire d'heures de travail, laissant d'ailleurs aux industriels et aux manufacturiers le soin de les répartir comme ils l'entendraient : « Comme avant tout, le repos du dimanche et des jours fériés doit être assuré aux ouvriers,

(1) Journal Officiel, Année 1886.

Proposition de loi de Mun

et qu'il ne peut l'être d'une façon sérieuse et efficace, qu'en le complétant, à l'exemple de l'Angleterre, par la réduction du temps de travail le samedi, nous proposons de fixer à cinquante-huit heures par semaine, le maximum de la durée du travail effectif. »

Puis, plus loin, M. de Mun spécifiait : « Les samedis et veilles de fêtes légales, la durée du travail ne peut excéder huit heures, y compris les travaux de nettoyage, de réparation et de rangement. Une prolongation de la journée, les samedis et veilles de fêtes, ne pourra être utilisée que pour les travaux de réparation plus considérables, qui ne pourraient s'exécuter dans le courant de la semaine, sans entraîner le chômage de l'atelier ou d'une partie de l'atelier. » (1)

Cette proposition n'eut pas plus de succès que la première et ne fut point non plus discutée.

II. -- Loi du 2 Novembre 1892

Les deux propositions de M. de Mun n'avaient pas été sans attirer toutefois l'attention du Parlement sur la question qui intéressait tout particulièrement le député du Finistère. Lorsqu'on remania la loi du 19 Mai 1874 et que, pour la remplacer, vint en discussion la loi du 2 Novembre 1892, deux amendements, — l'amendement Diancourt et Maxime Lecomte au Sénat, (2) et l'amendement Malartre à la Chambre (3) — reprirent l'idée de la Semaine anglaise.

L'amendement Diancourt était ainsi conçu : « Les enfants de l'un et de l'autre sexe, âgés de moins de seize ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. Les jeunes ouvriers de seize à dix-huit

(1) Documents parlementaires. Chambre des Députés. Session de 1889.

(2) Journal Officiel. Sénat, séance du 28 Mars 1892.

(3) Journal Officiel. Chambre. Séance du 29 Octobre 1892.

ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures.

Les filles au-dessus de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour. »

Le résultat que voulait obtenir l'auteur de l'amendement, était de limiter à dix heures par jour le travail des enfants, à fixer à soixante heures par semaine, celui des jeunes ouvriers, en spécifiant toutefois que le travail journalier pourrait être de onze heures, ce qui permettrait une semaine de cinq jours pleins suivis seulement d'une demi-journée le sixième jour. On aboutissait ainsi au repos du samedi après-midi.

L'amendement Malartre, présenté à la Chambre, établissait lui la Semaine anglaise pour tous les mineurs de dix-huit ans, enfants et adolescents. Le texte du Sénat l'emporta: dix heures par jour pour les enfants de moins de seize ans, et Semaine anglaise seulement pour les adolescents de seize à dix-huit ans.

La loi ne fut guère appliquée. Il faut reconnaître qu'elle compliquait terriblement les choses, avec tous les régimes différents qu'elle créait pour chaque catégorie de travailleurs. C'était, pour une famille ouvrière, l'impossibilité presque absolue de toute vie familiale. Les heures de sortie de l'atelier n'étaient pas les mêmes et conduisaient chacun à prendre ses repas et son repos à des moments différents. De nombreuses réclamations se produisirent. Le Sénat proposa de réglementer les heures de travail à onze heures par jour; la Chambre réclama dix heures et un arrangement intervint acceptant cette dernière limitation dont le principe en fut admis et posé dans la loi du 30 Mars 1900.

III. - Loi du 30 Mars 1900

Pendant la discussion de cette loi, l'idée de la Semaine anglaise fut ardemment défendue par

l'abbé Lemire, à la Chambre, et par le comte de Blois, au Sénat. L'abbé Lemire déposa l'amendement suivant, à l'article 3 du texte de la Commission: « Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans, et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine et de plus de onze heures par jour, celles-ci coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. » Et M. Lemire développait ainsi son amendement: « Le but poursuivi, c'est l'unification des heures de travail. Le moyen proposé par la Commission n'est ni le meilleur, ni le seul. L'unification, il n'y a qu'un moyen de la faire: c'est de respecter à la fois les exigences de la liberté industrielle et les exigences locales. Le moyen unique d'arriver à ce que le repos hebdomadaire soit observé par tout le monde, c'est de faire en sorte qu'un après-midi entier ou une notable partie de la journée, en dehors du dimanche, soit exclusivement consacrée au rangement et nettoyage de l'atelier ainsi qu'aux réparations des machines. Ce travail pourrait avoir lieu, par exemple, le samedi après-midi ou le lundi matin, de sorte que, dans un atelier où les hommes travaillent avec les femmes, les hommes pourraient être occupés après le départ de celles-ci et ne réclameraient pas contre notre loi. Ils diraient: c'est très bien! les femmes étant parties le samedi matin, nous pourrions rester le soir pour nettoyer l'outillage. L'arrangement que je propose serait très utile à la famille. » (1)

Et M. Lemire cite, à l'appui de son affirmation, le régime institué à Roanne.

Au Sénat, le comte de Blois avait lui aussi proposé soixante heures par semaine, avec un maximum de onze heures par jour. C'était d'ailleurs, disait-il, le vœu émis par la Chambre de Commerce d'Angers et aussi l'avis d'un inspecteur du travail, qui s'exprimait ainsi: « Edicter

(1) Journal Officiel, Chambre, 1899.

un maximum hebdomadaire est le seul moyen, pour nous, de rendre l'inspection efficace; si vous établissez un maximum quotidien, il n'y a pas moyen d'en sortir. »(1)

Aucun de ces amendements ne fut pris en considération. A la Chambre on fit valoir que la proposition Lemire allait permettre d'allonger la journée de l'enfant et de la porter à onze heures. Cette seule objection décida du sort du projet qui, à une grosse majorité, fut abandonné.

La loi de 1900 consacra simplement le principe de la journée de dix heures, à réaliser par étapes et applicable à tous.

IV. -- Proposition Waddington

Quelques années plus tard, le mouvement créé en faveur de la Semaine anglaise, devait avoir à nouveau sa répercussion au sein du Parlement. Le 8 Mars 1904, en effet, MM. Waddington, Richard, Méline et quelques autres de leurs collègues, déposaient sur le bureau du Sénat, une proposition de loi tendant à modifier quelques articles de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, filles mineures et femmes, dans les établissements industriels et l'article de la loi du 30 Mars 1900. relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines.

La principale des modifications proposées était la limitation hebdomadaire des heures de travail, permettant d'aboutir, dans l'esprit des auteurs de la proposition, à la Semaine anglaise, c'est-à-dire au chômage de l'après-midi du samedi.

« Ce demi-jour de congé offre des avantages considérables, disait M. Waddington. Il permet de développer l'éducation physique de nos jeunes enfants. Vous vous êtes sans doute félicités des progrès accomplis de ce côté, vous avez constaté que dans beaucoup d'endroits, dans beaucoup de petits centres industriels, la

(1) Journal Officiel. Sénat, 1900.

journée du dimanche ou même quelquefois exceptionnellement, les dernières heures de l'après-midi du samedi sont consacrées à la gymnastique, à des parties de football, à des jeux organisés, à des excursions. Ces premiers pas dans la voie du progrès, nous font espérer que l'après-midi du samedi sera très utilement employé pour les enfants du sexe masculin. Quant aux filles, elles auront tout avantage à rester quelques heures de plus à la maison, heures qu'elles consacreront à rester aux soins du ménage ou qu'elles emploieront à se perfectionner dans l'art de la couture, lequel, comme vous le savez, est fort négligé parmi nos populations ouvrières.» (1) Les mêmes objections auxquelles se heurta la proposition Lemire furent faites au projet Waddington: sans doute, disait-on, le congé de l'après-midi du samedi est bon en soi, mais il importe d'éviter l'allongement des cinq premiers jours de la semaine. Dix heures de travail sont déjà trop pour l'enfant.

Et alors, M. Waddington de proposer l'addition suivante à sa proposition: « Si le travail effectif est prolongé pour le personnel au-delà de dix heures, les enfants âgés de moins de quinze ans jouiront de repos supplémentaires, de manière que leur travail effectif ne soit jamais supérieur à dix heures. »

Dans sa séance du 25 Mars 1904, le Sénat adoptait, dans ses grandes lignes, la proposition Waddington. Mais la Chambre refusa de suivre le Sénat.

V. -- Propositions, Vaillant, Delahaye et Nègre

Le 13 Janvier 1905, M. Edouard Vaillant déposait une proposition de loi signée d'un certain nombre d'autres députés socialistes et visant à l'introduction de la journée légale de huit heures et à l'établissement d'un minimum légal de salaire. Un des articles de la proposition spéci-

(1) Journal Officiel. — Sénat, 1904.

fiait en outre: « La semaine de travail comprend cinq journées et demie de travail, suivies d'une demi-journée de repos. Autant que possible, ce sera à midi, le samedi, que cessera le travail, pour ne reprendre que le lundi matin. » (1)

La proposition fut renvoyée à la Commission du travail. Elle n'a jamais été discutée.

En 1909, au sujet de la discussion du projet de loi sur le paiement des salaires, M. Dominique Delahaye, déposa sur le bureau du Sénat, un amendement tendant à fixer le paiement des salaires au vendredi ce qui devait amener à faciliter le congé du samedi et l'établissement de la Semaine anglaise. « La Semaine anglaise, disait M. Delahaye, moi-même je la pratique depuis de longues années dans mon usine, et je ne pourrais plus la supprimer; tous les ouvriers en sont charmés. Cela permet de faire tous les gros travaux de la maison le samedi, et d'aller se promener en famille, le dimanche. » (2)

L'amendement fut pris en considération, renvoyé à la Commission mais ne vint pas en discussion.

Quelques mois plus tard, en juin 1909, à propos de la discussion des primes à la sériciculture, M. Nègre, sénateur, demandait que la loi imposât, comme condition aux primes, l'obligation d'appliquer la Semaine anglaise, c'est-à-dire la cessation du travail à midi le samedi, par les ouvrières fileuses. La demande de M. Nègre combattue par le Gouvernement fut repoussée. (3)

VI. -- Nouvelle Proposition de loi de Mun

Reprenant une idée chère, M. de Mun déposait le 11 Novembre 1911 sur le bureau de la Chambre, la proposition de loi suivante, ayant pour objet d'établir le repos de l'après-midi du

(1) Journal Officiel. — Chambre, 1905.

(2) Journal Officiel. — Sénat, 1909.

(3) Journal Officiel. — Sénat, 1909.

samedi, dans les établissements industriels, pour les ouvriers adultes :

Article unique

« L'article premier du décret-loi du 9 Septembre 1848, modifié par l'article 2 de la loi du 30 Mars 1900 et l'article 2 de ce même décret-loi, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Dans les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers, dans les mines, minières et carrières pour lesquelles la durée du travail n'est pas réglée par des lois spéciales, dans les entreprises de chargement et de déchargement, ainsi que dans les dépendances de tous ces établissements, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, le travail effectif des ouvriers adultes ne peut dépasser dix heures par jour, « les cinq premiers jours de la semaine. »

La disposition qui précède ne sera applicable que quatre ans à dater de la promulgation de la présente loi, aux ouvriers adultes occupés en dehors des locaux où travaillent des femmes ou des enfants. A partir de cette promulgation, la durée de leur travail effectif ne pourra, « les cinq premiers jours de la semaine », dépasser onze heures et elle sera réduite à dix heures et demie dans un délai de deux ans.

Art. 2. — Dans tout établissement visé à l'article 1^{er}, le travail effectif des ouvriers adultes peut être prolongé jusqu'à douze heures, par jour, pendant soixante jours par an.

Cette faculté peut être portée à quatre-vingt-dix jours, pour les industries de plein air désignées par les règlements d'administration publique.

Le même règlement détermine les exceptions qu'il y a lieu d'apporter aux dispositions de l'article 1^{er}, à raison de la nature de certains travaux préparatoires ou complémentaires, de certaines opérations nécessairement continues,

effectuées par équipes successives, ainsi que dans les cas d'accident, ou pour cause de force majeure. Il détermine également les formes dans lesquelles l'inspection du travail doit être préalablement avisée des dérogations utilisées en application du présent article, ainsi que les moyens de contrôle.

Art. 3. — A partir de la promulgation de la présente loi, le travail effectif des personnes protégées par la loi du 2 Novembre 1892 et des ouvrières adultes travaillant dans les mêmes locaux que ces personnes ne pourra, les samedis et veilles de jours fériés, dépasser huit heures ni être prolongé au-delà de quatre heures du soir, dans les établissements visés à l'article 1^{er}.

La même règle sera applicable quatre ans après la promulgation de la présente loi, aux ouvriers adultes occupés en dehors des locaux où travaillent des femmes ou des enfants. Pendant cette période de quatre ans, le travail effectif ne pourra, les samedis et veilles de jours fériés, dépasser dix heures ni être prolongé au-delà de six heures du soir.

Il ne pourra être fait exception aux règles de l'art. 3 qu'en ce qui concerne les ouvrières adultes et seulement à raison de la nature de certains travaux préparatoires ou complémentaires, ainsi qu'en cas d'accidents matériels à réparer.

Les exceptions ainsi prévues seront déterminées par le règlement d'administration publique visé à l'article 2. » (1)

La Commission du travail adopta à l'unanimité le principe et même le sens général de la proposition mais décida d'entendre le Ministre du Travail. Le Directeur du Travail, remplaçant le Ministre, tout en se montrant sympathique, fit observer qu'un projet spécial limité aux femmes et aux enfants pourrait être accepté par le Gouvernement mais, qu'en ce qui concerne

(1) Journal Officiel. — Chambre, 1911.

les adultes, la question de la Semaine anglaise devait faire l'objet d'une convention internationale. La Commission du Travail admit cependant, après l'audition du Directeur du Travail, la proposition de Mun.

**VII. - Projet de la Commission du Travail
de la Chambre**

Dans ces conditions, la question devait inévitablement être agitée, de nouveau, à bref délai. C'est ce qui n'a pas manqué de se produire et, tout dernièrement, le 25 Février 1914 la Commission du Travail de la Chambre réunie sous la présidence de M. Colliard a arrêté le texte du projet de loi relatif à l'établissement de la Semaine anglaise.

Elle décide d'appliquer en principe, la Semaine anglaise aux hommes, aux femmes et aux enfants occupés dans les établissements industriels visés par la loi de 1848 et la loi du 2 Novembre 1892, modifiée par la loi de 1900, où travaillent en commun plus de dix ouvriers.

Après une longue discussion, il a été entendu que la réforme serait réalisée en deux étapes.

Deux ans après la promulgation de la loi, la journée du samedi devra être réduite à huit heures et le travail devra prendre fin à quatre heures.

Après quatre ans d'application de ce régime, le travail du samedi devra s'arrêter à midi, sans pouvoir excéder cinq heures. (1)



(1) Journal *Le Matin*, n° du 26 Février 1914.

CHAPITRE IV.

§ I. — Généralités.

§ II. — Le régime de la Semaine anglaise dans les services municipaux de la ville de Brest.

I. Généralités

Nous nous contenterons de signaler ici en passant, les applications qui ont été faites de la Semaine anglaise dans le Finistère, comme d'ailleurs dans tous les départements de France, par les établissements de crédit: Société Générale, Comptoir National d'Escompte, Crédit Lyonnais, etc... et la plupart des banques particulières. En ces établissements, durant la belle saison, du 1^{er} Mai au 30 Septembre, toutes les opérations cessent à midi les samedis et veilles de jours fériés et les bureaux sont fermés jusqu'au surlendemain matin. Ce ne sont que de timides essais qui cependant, semble-t-il, pourraient être pratiqués de façon sérieuse et continue toute l'année, sans difficulté aucune et sans hésitation, si l'on tient compte d'une part, des avantages qu'en retire le personnel et, d'autre part, du peu de gêne que la clientèle et le commerce paraissent en éprouver.

Mais, deux expériences tentées l'une à Morlaix, l'autre à Brest retiendront, et cette dernière tout spécialement, notre attention.

A Morlaix, c'est à la Manufacture des tabacs que la Semaine anglaise a été implantée. C'est d'ailleurs une mesure qui, sur l'ordre de la Direction générale, doit être appliquée à toutes

les manufactures de tabacs et d'allumettes de France.

Son but, dit le Directeur général, est de permettre aux ouvrières femmes, en faveur de qui elle a été prise exclusivement, de vaquer aux soins de leur ménage. (1)

Nous aurions voulu avoir quelques renseignements particuliers sur les résultats obtenus, mais le peu de temps depuis lequel fonctionne ce régime (Novembre 1913) ne permet pas à l'Administration de tirer dès maintenant des conclusions précises sur son application. Toutefois, il est permis de croire que la mesure a satisfait tout le monde, car prise seulement pour six mois, elle vient d'être renouvelée, en avril dernier, pour une période de même longueur. Et l'on est en droit de penser que, dans les manufactures de l'Etat comme dans tous les établissements privés où la Semaine anglaise a été expérimentée, la classe laborieuse en tirera les profits qu'elle en attend, tant au point de vue physique qu'au point de vue moral. Et nous sommes convaincus que dans un avenir très prochain, la Direction générale des Manufactures de l'Etat reconnaissant toute l'utilité de cette institution, reconnaissant en outre que la diminution de rendement qu'elle peut entraîner est nulle ou très peu importante, en comparaison des services qu'elle rend aux travailleurs, ne manquera pas de l'étendre aux ouvriers hommes de toutes les catégories. La mesure, appliquée aux femmes seulement, serait d'ailleurs incomplète et n'atteindrait que très imparfaitement le but proposé par la réalisation de la Semaine anglaise. Nous apprenons, du reste, qu'à la poudrerie nationale du Pont de Buis (Finistère) le régime de la Semaine anglaise vient d'être accordé à tous les employés et qu'il donne complète satisfaction aux travailleurs de toutes les catégories.

(1) Direction, Générale des Manufactures de l'Etat (lettre du Directeur général en date du 4 Décembre 1913).

II. - Le Régime de la Semaine Anglaise dans les Services municipaux de la ville de Brest

A Brest, beaucoup plus large et beaucoup plus étendue qu'à Morlaix, a été l'application qu'on a faite de la Semaine anglaise. Elle embrasse en cette ville, tous les services municipaux et englobe tous les travailleurs de ces services, hommes et femmes indistinctement. Elle est, de plus, basée sur le principe et la moyenne de huit heures de travail par jour.

Cette réforme, chère à la classe laborieuse, l'était tout particulièrement au personnel municipal brestois. En août 1912, pour la première fois, celui-ci demanda à la municipalité socialiste de lui en faire l'application. L'Administration municipale répondit qu'elle étudierait la question.

Le 7 février 1913 une délégation des membres du Bureau du Syndicat des Travailleurs municipaux revint à la charge, et le 12 Mai 1913, l'un des adjoints au Maire adressait au Secrétaire du Syndicat la lettre suivante :

« Camarade Secrétaire,

« La Municipalité désirant accorder le bénéfice de la Semaine anglaise au personnel municipal tout entier, je vous prierai de bien vouloir étudier cette question, pour chaque catégorie de travailleurs... » (1)

M. Le Guillou, contrôleur des eaux et secrétaire du Syndicat se mettait aussitôt à la besogne et le 13 septembre, il adressait au Conseil municipal, au nom du Syndicat, le rapport demandé, avec la lettre ci-dessous :

« Messieurs,

« Parmi les premières améliorations demandées par le Syndicat, dès sa formation, figure la

(1) Lettre de M. Hervagault, adjoint au maire de Brest.

Semaine anglaise. Une délégation de son bureau reçue par la Municipalité, le 7 février 1913, a tout particulièrement insisté pour que satisfaction, sur ce point, soit accordée au personnel municipal. Sur la demande de M. l'adjoint au maire chargé d'étudier la question, un rapport a été préparé par le secrétaire du syndicat. Il vise l'application de la Semaine anglaise à chaque catégorie d'employés. C'est ce rapport que le syndicat a l'honneur de soumettre à votre approbation et il espère que cette réforme tant attendue des travailleurs ne tardera pas à leur être octroyée... »

Et au rapport élaboré par M. Le Guillou, nous empruntons les détails et les renseignements suivants, concernant chaque catégorie d'employés. (1)

Concierges d'écoles. — Les femmes employées peuvent, si elles le veulent, jouir d'une demi-journée de repos le jeudi l'après-midi, de la journée du dimanche et, de plus encore, pendant les vacances, de certains jours.

Concierges du Musée et de la Salle des Fêtes. — Ces employés peuvent se remplacer par roulement l'un et l'autre.

Gardiens de bureaux. — La Semaine anglaise étant appliquée au personnel des bureaux, (chefs, sous-chefs, expéditionnaires, etc.), les gardiens en bénéficieront eux-mêmes forcément.

Huissiers. (service du Maire). — Les bureaux de la Mairie étant fermés du samedi midi au lundi matin, la présence des huissiers devient inutile pendant ce temps. Toutefois, à tour de rôle, l'un d'eux restera pour faire les courses urgentes qui pourraient se présenter.

Gardiens des Halles. — Ces établissements fermant le dimanche à midi et le personnel jouissant en outre d'un jour de repos hebdomadaire.

(1) Rapport du secrétaire du Syndicat des Travailleurs municipaux de Brest à la Municipalité.

la Semaine anglaise est, pour ainsi dire, déjà appliquée dans ce service.

Cimetières. (Fossoyeurs et gardiens). — On opérera pour la Semaine anglaise, comme pour le repos hebdomadaire, en faisant prendre à ces employés un jour et demi de repos au lieu d'un jour.

Gardiens des squares. — Comme pour le repos hebdomadaire, on opérera par roulement.

Asile de Poul ar Bachet. — Le directeur et la sous-directrice peuvent se remplacer un jour et demi au lieu d'un jour, ce qui leur permettra de jouir d'un repos de trente-six heures consécutives. Les autres employés pourront agir de la même façon et nous croyons que le service n'en souffrira pas.

Bâtiments communaux. — Pour les ouvriers et manœuvres de cette catégorie, la Semaine anglaise pourra être appliquée intégralement, sans préjudice aucun, ni pour l'administration ni pour les particuliers tels que: directeurs et directrices d'écoles, concierges et employés de toute sorte qui pourraient formuler des demandes de réparations dans les immeubles qui les concernent. Les travaux pourront, sans qu'il y ait péril, subir un retard d'une demi-journée.

Voierie. — Comme pour les employés des cimetières, le repos hebdomadaire sera d'un jour et demi au lieu d'un jour.

Lavoirs. — Pour ce service, l'application de la Semaine anglaise sera très facile. Après enquête faite auprès du service des eaux, il résulte en effet, que la fermeture des lavoirs, le samedi après-midi, ne portera aucun préjudice aux ménagères qui ont le temps voulu, pendant cinq jours et demi, pour laver tout le linge nécessaire.

Crèches municipales. — Repos par roulement, en prenant un jour et demi au lieu d'un jour.

Service des eaux. — Le chantier sera fermé le samedi après-midi. Il ne restera qu'un ouvrier et un manœuvre à tour de rôle, afin de pouvoir

effectuer les grosses réparations qui se présenteraient.

En ce qui concerne l'usine de Stangalar, trois équipes d'ouvriers y sont actuellement employées. Mais l'organisation de la Semaine anglaise ne saurait être faite là, sans la création d'une quatrième équipe.

Balayeurs d'écoles. — Mêmes observations que pour les concierges.

Goutte de lait. — Le personnel consulté a déclaré que la Semaine anglaise pourrait se faire. On a objecté que des personnes pourraient venir demander des renseignements le samedi après-midi, mais il suffira d'indiquer par voie d'affiches ou autrement, que les renseignements sont fournis tous les jours de la semaine, sauf le samedi après-midi.

Gardiens des bains-douches. — Une combinaison consisterait à détacher de la voierie ou des bâtiments communaux, une personne un jour et demi par semaine, pour établir les remplacements qui seront nécessaires, en vue de l'application de la Semaine anglaise.

On pourrait aussi opérer de la façon suivante : presque personne ne prenant de bains le lundi, ce jour-là, les bains-douches seraient fermés, ce qui, avec l'après-midi du dimanche, pourrait donner satisfaction aux gardiens.

Tels sont, brièvement résumés, tous les renseignements qui furent fournis à l'Administration municipale par le Syndicat des travailleurs municipaux.

M. Hervagault, l'adjoint au maire chargé de cette question, après en avoir pris connaissance, demanda quelques explications complémentaires aux divers chefs de services et, le 1^{er} novembre 1913, la Semaine anglaise était appliquée. Nous avons dit que c'est une expérience large et étendue. En effet, outre les 399 hommes et femmes affiliés au Syndicat et répartis dans les divers services municipaux, 70 employés de bureaux appartenant aux services de l'hygiène, des pom-

pes funèbres et de l'architecture en profitent.

De plus, sans tarder, les 100 agents de la police brestoise et tous les employés de l'octroi vont, à leur tour, en être gratifiés.

Quant aux résultats obtenus, pour les bien juger, il est nécessaire de consulter d'une part, le personnel en faveur de qui la mesure a été prise, et d'autre part, le public, intéressé lui-même à la question.

Du côté des ouvriers et employés, le contentement est évident. Ils ont obtenu satisfaction sur un point important pour eux du programme de revendications que l'an dernier, les travailleurs de l'Etat et de l'Industrie exposaient au Havre, et ils ne cachent pas leur joie. Ils la clament même à tous les échos. En effet, d'une affiche apposée sur les murs de Brest, quelques jours après l'application de la Semaine anglaise, nous détachons ces lignes :

« Travailleurs de toutes professions, aux nombreuses catégories de travailleurs inorganisés, aux travailleurs syndiqués qui s'efforcent d'améliorer leur situation économique, nous avons le plaisir d'apprendre que la Semaine anglaise est un fait accompli chez les Travailleurs municipaux de Brest. »

Quant aux intérêts du public, ils ont été respectés comme il convenait. La Municipalité de Brest, d'accord avec le Syndicat lui-même, avait pris toutes ses précautions pour qu'ils ne fussent pas lésés par la mesure décidée en faveur du personnel municipal. Comme par le passé, tous les services qui ne sauraient être interrompus sans bouleverser les intérêts et les droits de toute une population, lui nuire et lui porter préjudice, tels que les travaux de voirie, le service des ambulances, celui de l'état-civil, etc., devaient être strictement assurés. Grâce aux précautions prises, grâce au système adopté, roulement établi ou création de quelques équipes supplémentaires là où le besoin et la nécessité s'en faisaient sentir, tout semble avoir marché à souhait, sans à coups, sans difficultés.

Et l'exemple de Brest, les résultats obtenus doivent encourager les autres municipalités de France à faire goûter à leurs employés, les bienfaits d'une réforme si instamment réclamée par la classe ouvrière en chacun de ses congrès, en chacune de ses réunions, et qui, sans nul doute, dans un avenir prochain, s'imposera aux sociétés.



Conclusion

Nous avons montré avec quelle facilité, après de longues années d'abandon et d'oubli, le repos de l'après-midi du samedi était revenu à l'état de coutume et d'habitude en Angleterre. Nous en avons expliqué la raison, la cause prédominante qui ne saurait être cherchée ailleurs que dans l'observation générale et rigoureuse du repos dominical et nous avons indiqué tous les avantages physiques et moraux qu'en retirait le travailleur anglais. Ils sont tellement incontestables, qu'à l'heure actuelle, il serait bien difficile, pour ne pas dire impossible aux industriels d'Outre-Manche, de faire leur personnel renoncer au régime qu'ils lui ont, depuis longtemps, accordé. Et d'ailleurs, ils n'ont pas lieu de s'en plaindre, car l'ouvrier anglais, par suite de l'organisation du travail dont il bénéficie, s'est vite trouvé transformé tout à l'avantage de ceux qui l'emploient. Son esprit s'est développé, son intelligence s'est avivée, sa capacité au travail en a été augmentée et il est devenu un excellent et merveilleux agent de production répondant bien au portrait qu'en fait M. René Lavollée : « Calme toujours, sans grands efforts apparents, sans mouvements inutiles ni paroles superflues, mais grâce à une intensité, une vigueur et une continuité d'action extraordinaires, sans hésitations ni à-coups, il mène à bien sa tâche, déployant pour cela une force musculaire et de volonté tout à fait remarquables. » (1)

(1) René Lavollée. — Les Classes ouvrières en Europe. — L'Angleterre.

Conclusion

De ce que la France n'a pas suivi immédiatement et dans la même mesure, l'exemple de l'Angleterre, en peut-on conclure que notre tempérament national, ou mieux celui des travailleurs de notre pays, s'accommoderait mal d'une coutume qui rend de si grands services à nos voisins ? Nous ne le pensons pas et nous penchons plutôt à croire que la campagne menée par les ouvriers français et leurs syndicats, depuis quelques années, de même que les expériences tentées par quelques patrons, pour doter leurs employés de la Semaine anglaise, prouvent que chez nous aussi, on commence à reconnaître les bienfaits de cette institution.

Ses avantages au point de vue moral, familial et économique sont à peine contestés maintenant, en ce qui concerne tout au moins, les femmes et les enfants. Car il n'est douteux pour personne que, si l'on veut faciliter les réunions de famille du dimanche, si l'on veut que la femme puisse veiller à son intérieur et prendre soin de son logis, si l'on désire arracher l'enfant à la rue, favoriser la fréquentation par lui des cours complémentaires d'enseignement ou d'éducation professionnelle, il est nécessaire de faire commencer pour eux, le repos hebdomadaire dès l'après-midi du samedi.

Pour atteindre ce but, il faut et il suffit de mettre loyalement l'œuvre à l'essai. Quand l'expérience aura prouvé que le régime nouveau, tout en rendant d'immenses services aux femmes et aux jeunes ouvriers, ne produit aucun mauvais effet, aucune charge trop considérable pour les patrons et ne diminue en rien la production, — ce qui ne manquera pas de ressortir des effets tentés — aucun obstacle ne sera opposé par les industriels et les manufacturiers à l'intervention du législateur.

Reste la question des adultes.

Au point de vue moral (nécessité de la vie de famille), au point de vue physiologique (diminution de la fatigue de l'ouvrier et, par voie de conséquence, diminution de la fréquence des accidents), au point de vue économique (atténua-

tion du chômage), il paraît très désirable que les adultes, tout comme les femmes et les enfants, puissent avoir le repos du samedi. Et il ne semble pas impossible, de pouvoir le leur accorder, avec un peu de bonne volonté. Il est d'abord un point acquis, c'est que ce repos ne sera pas nuisible aux patrons eux-mêmes, car ils pourront en profiter pour se remettre un peu des fatigues de la semaine. dont ils souffrent tout autant que leur personnel, pour préparer le congé du dimanche et le rendre réellement effectif, en se débarrassant le samedi l'après-midi des mille petites occupations qui, fort souvent, leur prennent toute la matinée du dimanche.

Alors nous ne voyons guère comme objection sérieuse, mais non irréfutable à notre avis, que le fléchissement que l'on craint dans la production, fléchissement que rendrait redoutable la concurrence étrangère.

Mais l'argument n'a pas la valeur qu'on lui suppose. La production n'est pas nécessairement proportionnelle à la durée du travail. Une réduction de cette durée peut être tout aussi profitable à l'industrie qu'aux ouvriers eux-mêmes.

On paraît même en trouver la preuve dans ce fait tout particulier que cite « L'Union Corporative des Ouvriers Mécaniciens » :

« Au point de vue de la concurrence étrangère, sur laquelle les industriels élèvent un concert de plaintes, nous pouvons indiquer que cette raison est fort mauvaise; et nous le prouvons: les maisons qui occupent la plus grande partie des syndiqués de la mécanique, travaillent à la construction des automobiles et cette industrie se trouve actuellement fortement concurrencée par l'industrie italienne, principalement par les grandes firmes de Turin et de Milan. Or là, précisément, la durée du travail est généralement moindre qu'à Paris. » (1)

Il est, en effet, certain et connu qu'un très grand nombre d'établissements industriels étran-

(1) Conseil supérieur du Travail. Session de 1913.

Conclusion

gers, — qui sont pour nous manufacturiers français des concurrents directs et puissants — n'imposent à leurs ouvriers qu'une semaine de travail de cinquante-cinq heures.

Faut-il alors admettre, comme certaines Chambres de Commerce ont voulu le dire, que l'ouvrier français n'a pas la productivité des ouvriers des autres nations? Ce serait sans doute bien exagéré, et l'on est, en tout cas, en droit de soutenir que soumis au régime du travailleur anglais par exemple, rien ne prouve qu'il n'atteindrait pas aux perfections de ce dernier.

En résumé, il y a, nous l'avons vu, deux courants d'opinions contraires: celle des ouvriers et celle des patrons.

Les ouvriers, pour toutes les raisons familiales, économiques et sociales que nous avons énumérées, sont favorables à la Semaine anglaise. Les patrons s'y montrent hostiles. Les divergences qui séparent les uns des autres dans le monde du travail, pour être sérieuses, sont-elles définitives? Et dans la lutte engagée entre employeurs et employés, toute issue susceptible de contenter les uns et les autres doit-elle être fermée?

Nous ne le croyons pas et nous pensons, comme nous l'avons dit plus haut, qu'une expérience large, faite non dans un ou des établissements, mais dans toute une industrie, suffirait pour mettre chacun d'accord et montrer les bienfaits de la Semaine anglaise. Les ouvriers verraient par là, non sans satisfaction, qu'on ne s'oppose pas systématiquement à leurs revendications, mais qu'au contraire, on désire s'appliquer raisonnablement à améliorer leur situation, en tenant compte, dans toute la mesure possible, de leurs desiderata.

Et il est certain qu'ils ne se montreront pas excessifs dans leurs exigences et accepteront, sans nul doute, un repos partiel de l'après-midi du samedi, au début, (quelques heures pour faire leurs emplettes et donner un coup de main à leurs femmes pour les gros travaux de la maison)

Conclusion

persuadés, que dans un avenir prochain la Semaine anglaise s'imposera avec tout autant de force que s'est imposé le repos hebdomadaire.



Vu: le doyen,

J. de Caqueray.

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur,

L. Gérard-Varet.

ANGLETERRE

Andrew Ure: *Philosophy of Manufactures*. — M. et Mme Sidney Webb: *Histoire du Trade-Unionisme*. — J.-B. Say: *De l'Angleterre et des Anglais*. — René Lavollée: *Les Classes ouvrières en Europe. L'Angleterre*. — Select Committee: *Rapport sur la condition des enfants et des femmes employés dans les manufactures*. — *Annuaire de la Législation du Travail*. — (Loi du 17 août 1901 modifiant et amendant les lois sur les fabriques et ateliers). — Documents parlementaires et administratifs. — Wymann et Sons Ltd Londres.

BELGIQUE

Fromont: *La Journée de huit heures dans l'industrie chimique et métallurgique*, Liège 1905.

FRANCE

Mme J. Brunhes: *La Ligue sociale d'Acheteurs* (publication de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs).

G. Dry: *Législation industrielle*.

Risler: *La Semaine anglaise*. — *Réforme sociale*, 16 octobre 1907.

Ch. Gide: *Principes d'économie politique*.

Rambaud: *Eléments d'économie politique*.

Gide et Rist: *Histoire des Doctrines économiques*.

Mantoux: *La Révolution industrielle*.

R. Jay: *La Limitation légale de la Journée du Travail dans l'Industrie française*, rapport au Congrès de Paris 1900. — *La Semaine anglaise*. (Le Repos de l'après-midi du Samedi). Cours fait à la IX^e session de la Semaine sociale de France, Limoges 1912.

E. Pouget: *La Guerre sociale*, 7 Mai 1912.

Martinat: *Le Repos de l'après-midi du Samedi dans l'industrie*, Paris 1911.

Conclusion

Fénelon Gibon: Le Dimanche de l'ouvrier.

Daideri: La Vie ouvrière, 5 Mai 1912.

Chassain de la Plasse: L'Industrie roannaise et le Chômage du samedi soir.

Compte-rendu de la réunion tenue au Conservatoire des Arts et Métiers le 8 avril 1906 par les représentants des Associations ouvrières de production.

Pierre Dumas: La Semaine anglaise (La Vie ouvrière, 5, 20 novembre, 5 décembre 1911).

Bulletin de l'Office du Travail, Mars 1903.

Fédération des Employés de France. — Comptes-rendus des Congrès.

Journal Officiel — Chambre 1886.

Journal Officiel — Chambre 1889.

Journal Officiel — Chambre 1892.

Journal Officiel — Sénat 1892.

Journal Officiel — Chambre 1899.

Journal Officiel — Sénat 1900.

Journal Officiel — Sénat 1904.

Journal Officiel — Chambre 1905.

Journal Officiel — Sénat 1909.

Journal Officiel — Chambre 1909.

Journal Officiel — Chambre 1910.

Journal Officiel — Chambre 1911.

Le Matin. — N° du 26 Février 1914.

Conseil supérieur du Travail. — Procès-verbaux et documents (session 1913). — Bulletin du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (ancien Bulletin de l'Office du Travail). — Enquête sur la réduction de la durée du travail le samedi, Paris 1913.

SUISSE

Rapports des Inspecteurs fédéraux du Travail, 1907, 1908, 1910, 1907, 1908, 1909, 1910 et 1911.

Annuaire de Législation étrangère. — Loi fédérale du 23 Mars 1877 concernant le travail dans les fabriques.

TABLE DES MATIÈRES

Première Partie

LE REPOS DU SAMEDI EN ANGLETERRE

	Pages
Introduction	5
Chapitre I	
§ I. — La Révolution industrielle en Angleterre — Le Machinisme. — Ses abus . . .	7
§ II. — Un remède s'impose: la diminution de la durée du travail. — Un précurseur, Robert Owen	10

Chapitre II.

§ I. — L'œuvre d'Owen continuée et précisée par les Trade-Unions. — Leurs desiderata. — Le repos du samedi après-midi . . .	13
§ II. — L'œuvre du législateur. — La Semaine anglaise telle qu'elle est pratiquée actuellement	16

Deuxième Partie

LA SEMAINE ANGLAISE DANS LES AUTRES PAYS ETRANGERS

Chapitre I.	
Les Etats-Unis	25
Chapitre II.	
La Suisse	31
Chapitre III.	
L'Allemagne	35
Chapitre IV.	
Etat de Victoria, Australie méridionale et Nouvelle Zélande	39
Chapitre V.	
Grèce et Pays-Bas	43

Troisième Partie

LA SEMAINE ANGLAISE EN FRANCE

Chapitre I.	
§ I. — Origines. — La Semaine anglaise au programme socialiste	45

	Pages
§ II. — Le point de vue ouvrier: Utilité morale et sociale du repos du samedi après-midi. — A quoi les travailleurs peuvent l'employer	47
§ III. — Enquêtes de l'Inspection du Travail et du Conseil supérieur du travail. — Etablissements jouissant du repos du samedi après-midi en France	54

Chapitre II.

§ I. — Thèse des patrons: objections générales et particulières contre le repos de l'après-midi du samedi	67
§ II. — Réfutation des objections patronales. — Exemples venant de l'étranger. — Appréciations de chefs d'établissements appliquant la Semaine anglaise	77
§ III. — Vœux proposés par les ouvriers à l'adoption du Conseil supérieur du Travail	87

Chapitre III.

L'ŒUVRE DU LEGISLATEUR

§ I. — Propositions de loi de Mun.	89
§ II. — La loi du 2 novembre 1892.	91
§ III. — La loi du 30 mars 1900	92
§ IV. — Proposition de loi Waddington	94
§ V. — Propositions de loi Vaillant, Delahaye et Nègre	95
§ VI. — Nouvelle proposition de loi de Mun.	96
§ VII. — Projet de la Commission du Travail de la Chambre	99

Chapitre IV.

APPLICATION DE LA SEMAINE ANGLAISE DANS LE DEPARTEMENT DU FINISTERE

§ I. — Généralités	101
§ II. — Le régime de la Semaine anglaise dans les services municipaux de la Ville de Brest	103
Conclusion	108

